

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Ouvrages publiés par les chercheurs, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 21\)](#)

Sociologie, Femmes et conflits, Dossier Pegasus, Afghanistan, Transatlantique

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 29\)](#)



VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

L'IRSEM a connu divers changements au cours de l'été 2021.

ARRIVÉES

Directrice adjointe



L'IRSEM souhaite la bienvenue à [Marjorie VANBAELINGHEM](#), directrice adjointe de l'IRSEM depuis le 1^{er} septembre.

Ancienne élève de l'École normale supérieure et de l'École nationale d'administration, elle est également titulaire d'un doctorat en histoire, culture et littérature du monde anglophone et a été étudiante d'échange à l'Université de Berkeley. Elle a enseigné dans plusieurs universités entre 2001 et 2008. Elle a commencé sa carrière au ministère des Affaires étrangères en 2009 à la Direction des affaires stratégiques puis

elle a été cheffe du bureau de l'innovation et de l'attractivité économique à la Direction générale des entreprises et de l'économie internationale.

Marjorie Vanbaelinghem a eu une première expérience dans le réseau diplomatique comme stagiaire de l'ENA à l'ambassade de France à Tokyo. Elle a également effectué une mission de renfort, comme première secrétaire en charge des affaires stratégiques à l'ambassade de France à Londres. Elle a été ensuite nommée deuxième conseillère (politique) en charge de l'UE et des affaires stratégiques à l'ambassade de France à Madrid (2015-17) et y est devenue ensuite cheffe du service presse et communication (2017-19). Elle parle couramment l'anglais et l'espagnol, et a aussi une bonne maîtrise de l'italien et du japonais. Son dernier poste avant de rejoindre l'IRSEM était en Inde, où elle était consule générale de France à Bangalore, de septembre 2019 à août 2021.

Son profil hybride, sa connaissance de la recherche comme de l'administration, son expérience des relations internationales sont des atouts répondant parfaitement aux attentes suscitées par la création de ce poste d'adjoint.

Chercheuses



[Aurélie BIARD](#) rejoint l'IRSEM comme chercheuse Asie centrale dans le domaine « Espace euratlantique – Russie », après avoir été chargée de cours à l'université George Washington à la suite d'un post-doctorat à l'EHESS. Elle a soutenu en mai 2015 une thèse de doctorat à Sciences po Paris (Centre d'études et de recherches internationales – CERI) intitulée « État, religion et société en Asie centrale post-soviétique. Usages du religieux, pratiques sociales et légitimités politiques au Kirghizstan », sous la direction de M. Patrick Michel. Elle a été boursière auprès de l'IFÉAC, l'Institut français d'études sur l'Asie centrale (Tachkent, Ouzbékistan). Elle a été chercheuse invitée au Kennan Institute du Woodrow Wilson Center à Washington et à l'université George Washington, dans le cadre du Programme Asie centrale, en 2014, 2016 et 2018. Elle a été chargée de cours à l'université George Washington ainsi qu'à l'Institut national des langues et civilisations orientales. Son projet de recherche porte sur les transformations de l'État et la recomposition des légitimités du politique à travers l'émergence d'éthiques islamiques alternatives dénonçant une globalisation perçue comme produite par l'Occident (États-Unis et Europe).



[Sümbül KAYA](#), chercheuse Turquie dans le domaine « Afrique – Asie – Moyen-Orient », est docteure en science politique (Université Panthéon-Sorbonne-Paris I/CESSP). Elle a soutenu en novembre 2013 une thèse intitulée « La production militaire du citoyen. Sociologie politique de la conscription en Turquie »

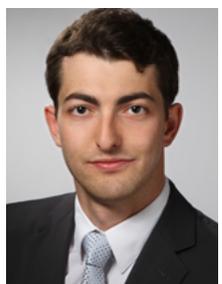
sous la direction de Gilles Dorronsoro, qui a reçu le prix de thèse de la Fondation Mattei Dogan attribué par l'Association française de science politique (AFSP) dans la catégorie « États et nations dans un monde multipolaire » en 2015. De 2017 à 2021, elle a été pensionnaire scientifique et responsable du pôle des études contemporaines de l'Institut français d'études anatoliennes à Istanbul. Auparavant, elle a été post-doctorante et membre de plusieurs programmes de recherche ANR à l'EHESS et au CERAPS. Elle est membre du comité de rédaction de la revue *European Journal of Turkish Studies* (EJTS) ainsi que de l'ANR CALOT sur les conséquences des loyautés forcées. Elle est co-auteure de l'ouvrage *L'Expérience de la discrimination dans les quartiers populaires* (PUF, 2021) et auteure de nombreux articles. Elle travaille sur l'armée turque, les conflits armés, la justice, la citoyenneté et les discriminations.

Chercheur invité



Olivier CHATAIN, chercheur invité pour l'année universitaire 2021-2022 dans le domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides », est professeur associé à HEC Paris dans le département Stratégie et politique d'entreprise où il enseigne le management stratégique. Il a auparavant été professeur assistant à l'Université de Pennsylvanie (Wharton) et a obtenu son PhD en management à l'INSEAD. Sa recherche concerne les stratégies concurrentielles des entreprises vues sous l'angle de la création et l'appropriation de la valeur. Ses derniers travaux portent sur le partage de la valeur dans les écosystèmes d'affaires ainsi que sur les interactions entre les entreprises et les acteurs étatiques et non étatiques en marge de la sphère économique. À l'IRSEM, il travaillera sur les plateformes numériques et le rôle que jouent leurs modèles d'affaires dans leur vulnérabilité aux menaces hybrides ainsi que dans leur prise en compte de ces menaces.

Doctorant invité



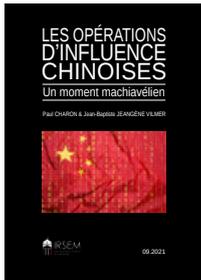
Jérónimo BARBIN est chercheur invité dans le domaine « Stratégies, normes et doctrines » de septembre à décembre 2021. Il est chercheur et doctorant au Centre d'histoire militaire et des sciences sociales de la Bundeswehr (ZMSBw) à Potsdam en Allemagne. Dans le cadre de sa thèse, il étudie le développement de doctrines de contre-insurrection en France et en Allemagne lors de leur engagement respectif en Afghanistan au sein de la FIAS. Diplômé en sciences sociales par l'Université de Strasbourg et en études militaires par l'Université de Potsdam, il a notamment travaillé pour le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères ainsi que pour différents instituts de recherche.

DÉPARTS

L'IRSEM salue le départ en retraite du commissaire général Étienne VUILLERMET qui a exercé pendant 4 ans les fonctions de secrétaire général, et souhaite une bonne continuation à François DELERUE, ex-chercheur du domaine « Stratégies, normes et doctrines » parti pour l'Institute of Security and Global Affairs (Leiden University) ; Cécile

FAUCONNET, ex-chercheuse du domaine « Armement et économie de Défense », entrée à l'ENSTA Paris ; et à ses deux postdoctorants Pierre BOURGOIS et Damien CARRIÈRE, recrutés respectivement comme maître de conférences à l'Université catholique de l'Ouest et comme chargé d'enseignement et de recherche au Groupe EPSI.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Paul CHARON et Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, *Les Opérations d'influence chinoises – Un moment machiavélien*, 20 septembre 2021, 646 p.

Pendant longtemps, on a pu dire que la Chine, contrairement à la Russie, cherchait davantage à être aimée que crainte ; qu'elle voulait séduire, projeter une image positive d'elle-même dans le monde, susciter l'admiration. Pékin n'a pas renoncé à séduire, à son attractivité et à son ambition de façonner les normes internationales, et il reste essentiel pour le Parti communiste de ne pas « perdre la face ». Mais, en même temps, Pékin assume de plus en plus d'infiltrer et de contraindre : ses opérations d'influence se sont considérablement durcies ces dernières années et ses méthodes ressemblent de plus en plus à celles employées par Moscou. C'est un « moment machiavélien » au sens où le Parti-État semble désormais estimer que, comme l'écrivait Machiavel dans *Le Prince*, « il est plus sûr d'être craint que d'être aimé ». Ce qui correspond à une « russianisation » des opérations d'influence chinoises.

Ce rapport s'intéresse à cette évolution, avec l'ambition de couvrir tout le spectre de l'influence, de la plus bénigne (diplomatie publique) à la plus maligne, c'est-à-dire l'ingérence (activités clandestines). Pour ce faire, il procède en quatre parties, présentant successivement les principaux concepts ; les acteurs mettant en œuvre ces opérations, notamment la base 311 de l'Armée populaire de libération ; les actions conduites par Pékin à l'égard des diasporas, des médias, de la diplomatie, de l'économie, de la politique, de l'éducation, des think tanks et en termes de manipulations de l'information, entre autres leviers ; et enfin quelques études de cas (Taïwan, Singapour, Suède, Canada, et les opérations ayant visé les manifestants hongkongais en 2019 ou cherché à faire croire à l'origine américaine de la Covid-19 en 2020). La conclusion revient sur cette « russianisation », qui a trois composantes : Pékin s'inspire de Moscou dans plusieurs

registres, il subsiste évidemment des différences entre les deux, et il existe aussi un certain degré de coopération. Pour finir, le rapport évalue l'efficacité de cette nouvelle posture chinoise qui peut s'enorgueillir de certains succès tactiques, mais constitue un échec stratégique.



LES CHAMPS DE MARS, *Revue d'études sur la guerre et la paix*, n° 34.

« [Les causes de la guerre](#) », dirigé par Élie Baranets, Presses de Sciences Po, 16 septembre 2021, 206 p.

Peu de phénomènes touchent à autant de dimensions au sein de nos sociétés que la guerre. En étudier les causes n'ouvre pas seulement la voie à une meilleure compréhension des questions internationales et militaires, cela permet de mieux comprendre les mécanismes politiques et sociaux qui opèrent au sein des entités combattantes, États ou non. En outre, les ressorts de la violence physique étant étroitement liés à des variables anthropologiques, analyser les déterminants du recours à la force révèle aussi certaines facettes de la nature humaine.

L'étude des causes de la guerre constitue un thème de recherche qui a montré un dynamisme constant dans les travaux anglophones. C'est moins le cas en France. Ce numéro des *Champs de Mars* a pour but, à son échelle, d'encourager les initiatives francophones qui s'inscrivent dans cette perspective. À cette fin, il met en lumière les travaux de chercheurs qui, en France, étudient les causes de la guerre, tout en proposant un bref panorama de ce qui peut se faire ailleurs. Et puisque la guerre ne regarde pas qu'un seul type de relations, il semblait naturel que ce dossier ne s'inscrive pas de manière exclusive dans un seul champ, ou ne consacre qu'une seule méthode d'enquête. Histoire, philosophie, anthropologie, économie et science politique sont autant de disciplines qui y sont représentées, par le biais d'analyses relevant aussi bien de méthodes qualitatives que quantitatives, et appliquées à des guerres aux caractères variés, survenant à des époques distinctes et dans des contextes propres.



Note de recherche n° 117 – 7 juillet.

« [Sous pression : les défis du secteur de la sécurité en Côte d'Ivoire](#) », par Maxime RICARD, 21 p.

Les mutineries militaires de janvier et mai 2017 en Côte d'Ivoire ont symbolisé la dette politique du président

Quattara envers les anciens rebelles des Forces nouvelles. Ceci a affecté la réforme de l'armée, la question des ex-combattants et les politiques de l'ordre. Le secteur de la sécurité en Côte d'Ivoire est ainsi un champ de pouvoir traversé par des négociations, dans un contexte de jeux d'alliance complexes. Le choc des mutineries de 2017 a été un catalyseur pour accélérer la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes, dont la durabilité reste à vérifier. Si l'investissement public post-conflit dans le secteur a permis d'améliorer les services publics de sécurité, des défis importants demeurent, comme l'inégalité d'accès ainsi que le comportement des agents, en particulier en zone rurale. Dans un contexte de resserrement autoritaire, l'élection de 2020 a été un véritable test pour les forces de sécurité. Face à la pression des groupes armés jihadistes au nord, les forces de défense et de sécurité ont besoin d'améliorer leurs relations avec les populations, tandis que les réponses aux défis ne peuvent se limiter à une dimension purement coercitive.



Étude n° 83 – 12 juillet.

« [Le Lion, l'Ours et les Hyènes. Acteurs, pratiques et récits de l'influence informationnelle russe en Afrique subsaharienne francophone](#) », par Maxime AUDINET, 94 p.

Après un désengagement brutal à la chute de l'Union soviétique, la Russie reprend pied en Afrique depuis la fin des années 2000. En octobre 2019, le sommet de Sotchi a matérialisé ce retour en force. Si la coopération militaro-technique est le principal marqueur de cette présence rehaussée, l'influence informationnelle déployée par la Russie sur le continent mérite une attention particulière, tant son empreinte s'est élargie et diversifiée ces dernières années. Cette étude met en lumière ses pratiques et son écosystème disparate, ainsi que les contenus produits et diffusés par ses acteurs étatiques, non étatiques et sous-traitants en Afrique subsaharienne francophone. Alors que le président de la République a dénoncé fin 2020 la manière dont Moscou « jou[ait] sur le ressentiment post-colonial » en Afrique pour y attiser un sentiment antifrçais, nous examinons les efforts de diplomatie publique, les opérations de désinformation et les « entreprises d'influence » conduites par les acteurs russes à des fins de dénigrement ou de légitimation. L'étude propose une méthode originale fondée sur l'analyse textuelle et lexicométrique, à partir de deux cas emblématiques : la couverture de l'opération Barkhane et le traitement des actualités en République centrafricaine.



Brève stratégique n° 24 – 22 juillet.

« [Corée du Sud – États-Unis : L'alliance au prisme de l'Indo-Pacifique et du QUAD](#) », par Marianne PÉRON-DOISE, 2 p.

La rencontre des présidents américain et sud-coréen fin mai 2021 a relancé les interrogations sur la posture de la Corée du Sud face au concept d'Indo-Pacifique et du QUAD. Jusqu'à présent, Séoul a défendu l'originalité de sa nouvelle politique du Sud et sa complémentarité avec l'Indo-Pacifique américain, faisant preuve d'une autonomie diplomatique résolue. Au plus fort d'une compétition technologique accrue avec la Chine, Joe Biden cherche à ménager un partenaire industriel essentiel.



Brève stratégique n° 25 – 23 juillet.

« [La singularité militaire – Audition du CEMA Lecointre à la Commission de la Défense nationale et des forces armées](#) », par LTN Camille TROTOUX, 2 p.

Lors de sa dernière audition en tant que chef d'état-major des armées devant la Commission de la Défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, le général Lecointre est revenu sur les éléments qui, selon lui, font la singularité militaire française : réactivité, disponibilité, stricte soumission au pouvoir politique, devoir éthique et exigence de l'honneur.



Étude n° 84 – 25 août.

« [Innovation technologique du secteur Aérospatial et Défense – Une approche comparative par les brevets](#) », par Cécile FAUCCONNET, 58 p.

Dans notre société où l'innovation est un pilier central de notre développement ainsi qu'un enjeu sécuritaire crucial, il est important de se questionner sur la place de l'innovation militaire et des entreprises qui la produisent dans le paysage économique mondial. À l'aide d'une analyse approfondie des données de brevets des plus grandes entreprises innovantes dans le monde, nous caractérisons les innovations des entreprises de défense au regard de critères quantitatifs et des indicateurs de qualité des inventions. Cette étude met en évidence la

place paradoxale des entreprises de défense en comparaison des autres industries dans le monde. Alors que le secteur Aérospatial et Défense n'a qu'un poids marginal en termes de volume d'innovation, celui-ci se distingue par la diversité technologique et la qualité de ses innovations. Ce résultat s'explique par deux facteurs principaux. D'une part, au regard de la taille de secteurs comme ceux des technologies de l'information et de la communication, les entreprises de défense font figure d'acteurs marginaux. D'autre part, la complexité et la diversité des technologies nécessaires à la production des biens militaires combinées aux exigences de l'État client amènent les entreprises à posséder une base de connaissances diversifiée avec de fortes capacités d'absorption et de diffusion.



Étude n° 85 – 27 août.

« [L'influence sécuritaire chinoise à Singapour](#) », par **Éric FRÉCON**, 62 p.

Singapour, en tant que hub commercial, universitaire, voire stratégique, n'échappe pas aux convoitises. À la différence des États-Unis, Pékin a su y mobiliser une multitude de leviers, à différents niveaux (réseaux personnels, think tanks, universités, médias, partenariats économiques, propagande en ligne, etc.). La Chine a ainsi réussi à peser, souvent en sous-main. Toutefois, les nuances entraperçues dans deux domaines précis – lutte contre la Covid-19 et 5G & big data – tendent à se confirmer au regard des attentes des nouvelles générations de dirigeants et d'électeurs singapouriens. Ce fut d'ailleurs l'une des principales leçons des dernières élections de 2020. L'idée d'une prise de distance vis-à-vis de la Chine ne serait donc pas que conjoncturelle. La vigilance vis-à-vis de Pékin n'aurait en fait jamais totalement cessé, en particulier dans le domaine de la défense et de la sécurité. Afin de veiller à l'évolution de cette tendance forte, il conviendra d'évaluer les luttes de clans au sommet du pouvoir chinois (et leurs impacts sur Hong Kong et la mer de Chine du Sud) ainsi que l'évolution des relations (mésestimées) entre Singapour et Taïwan. La posture des puissances de second rang devrait également s'avérer décisive puisqu'elles font à présent figure d'éléments d'alternative diplomatique entre la Chine et les États-Unis aux yeux de Singapour.

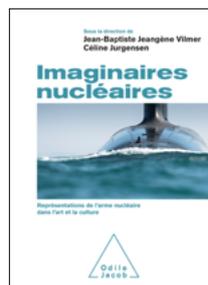


Brève stratégique n° 26 – 24 septembre.

« [Le Japon face au durcissement des initiatives stratégiques américaines dans l'Indo-Pacifique](#) », par **Marianne PÉRON-DOISE**, 2 p.

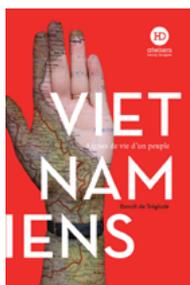
Shinzo Abe a légué un héritage diplomatique fort au Japon. La démission de son successeur après un an d'exercice laisse craindre un affaiblissement du pays alors qu'il doit faire preuve d'un leadership clairvoyant face aux stratégies américaines pour contrer la Chine. Après la reprise en main du QUAD par Joe Biden, Tokyo doit s'adapter à la création d'un partenariat AUKUS résolument offensif.

**OUVRAGES PUBLIÉS
PAR LES CHERCHEURS**



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER et Céline JURGENSEN (dir.), *Imaginaires nucléaires – Représentations de l'arme nucléaire dans l'art et la culture*, Éditions Odile Jacob, septembre 2021, 374 p.

Ce livre s'intéresse aux représentations de l'arme nucléaire dans l'art et la culture, et à la manière dont elles façonnent nos perceptions et notre imaginaire collectif. Réunissant 35 auteurs aux profils et aux modes d'expression très divers (chercheurs, diplomates, artistes, critiques, conservateurs, etc.), tels le dessinateur Plantu ou le réalisateur Antonin Baudry (*Le Chant du loup*), il dresse un vaste panorama invitant à penser la représentation de l'arme nucléaire : lire les œuvres littéraires, les romans, la bande dessinée qui la mettent en scène ; regarder la bombe sur le grand et le petit écran, au cinéma et dans les séries télévisées ; écouter la musique qui en parle ; ou jouer aux jeux vidéo qui la représentent. Ses chapitres s'intéressent aussi à ceux qui montrent la bombe, par la photographie ou l'exposition ; qui bâtissent les villes en fonction de cette menace et les bunkers pour s'en protéger ; qui la promeuvent dans des stratégies nationales ; et la contestent par l'humour, l'art et la culture. Cet ensemble inédit et les 170 illustrations qui l'accompagnent font de cet ouvrage de référence un objet unique en son genre.



Benoît de TRÉGODÉ, Vietnamiens. Lignes de vie d'un peuple, Les Ateliers Henry Dougier, septembre 2021, 154 p.

Le Viêt Nam change ! L'avenir de ce pays de bientôt 100 millions d'habitants ne se réduit plus aux tumultes de l'histoire du siècle dernier, ni aux seules logiques de contrôle étatique. Bien sûr le passé, si proche de notre histoire, est encore présent mais se dessine un avenir résolument dynamique et orienté vers l'Asie du XXI^e siècle. Benoît de Tréglodé donne la parole à des hommes et des femmes de tout âge, de toutes conditions, citadins, ruraux, jeunes ou vieux, riches ou pauvres, des personnes proches du pouvoir ou opposants de longue date. Ils nous livrent leur Viêt Nam, tel qu'ils le vivent aujourd'hui.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Dans le bunker #42 – 2 juillet.

« [Greyhound](#) », de Aaron SCHNEIDER (2020), avec François NAROLLES, 24 mn.

Alexandre Jubelin reçoit un habitué du podcast, François Narolles, ancien officier de marine spécialisé dans la lutte anti-sous-marine, pour discuter d'un film récent de sous-marins qui se déroule pendant la Seconde Guerre mondiale, mais qui présente l'originalité de se situer depuis le point de vue des navires de surface : *Greyhound*, écrit par Tom Hanks qui y tient le rôle principal.



Épisode 111 – 6 juillet.

« [La France, sa puissance et sa place dans le monde](#) », avec Alexandre JUBELIN et Frédéric CHARILLON, 1 h 18.

« Le Collimateur » reçoit Frédéric Charillon, professeur de science politique à l'Université de Clermont-Auvergne et ancien directeur de l'IRSEM, pour discuter de son ouvrage *La France dans le monde* (CNRS, 2021).

5:00 Qu'est-ce que la puissance ?
 9:30 La place de la France dans le monde.
 19:00 La possibilité d'une réflexion critique sur son propre pays.
 25:30 La puissance économique de la France.

30:30 Les outils et la puissance diplomatique française.
 40:30 La francophonie.
 46:00 Le statut de la France comme puissance militaire.
 54:30 L'allié américain.
 1:03:30 Les relations avec la Russie et la Chine.



Épisode 112 – 13 juillet.

« [Penser l'arme aérienne et le multi-domaine](#) », avec Alexandre JUBELIN, Jean-Christophe NOËL, Vincent TOURRET et Pierre GRASSER, 1 h 15.

« Le Collimateur » reçoit trois auteurs de la revue *Vortex* de l'armée de l'air : Jean-Christophe Noël, colonel de l'armée de l'air à la retraite, chercheur associé à l'IFRI, rédacteur en chef adjoint de la revue ; Vincent Tourret, chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) ; Pierre Grasser, docteur en histoire, spécialiste de la défense russe.

20:00 La création et le propos de la revue *Vortex*.
 26:30 La définition du multi-domaine.
 37:15 Les difficultés d'implémentation, notamment en termes de commandement.
 47:00 Les conceptions chinoise et russe du multi-domaines.
 1:02:30 Les enseignements pour l'arme aérienne de la guerre du Haut-Karabagh.
 1:09:00 Le problème de l'avion de combat léger comme pion capacitaire.



Épisode 113 – 20 juillet.

« [Une vie au rythme de la guérilla](#) », avec Alexandre JUBELIN et Gérard CHALIAND, 1 h 40.

« Le Collimateur » accueille l'écrivain Gérard Chaliand – auteur, entre autres, de *Des guérillas au reflux de l'Occident* (Passés composés, 2020) –, historien, compilateur et stratège, témoin de beaucoup des luttes insurrectionnelles de la seconde moitié du XX^e siècle, pour une discussion revenant sur son parcours personnel et intellectuel.

3:30 La découverte de la lutte pour l'indépendance algérienne.
 14:00 Le maquis en Guinée-Bissau aux côtés d'Hamilcar Cabral, et la découverte de la violence.
 22:30 L'importance de la ruralité et l'héritage maoïste.
 27:00 Le Vietnam à l'époque de la guerre.
 38:00 L'Amérique latine et la diffusion de la révolution cubaine.
 42:30 Colombie et FARC.

- 46:45 Le Paris tiers-mondiste.
- 51:30 Le conflit israélo-palestinien.
- 1:00:30 L'évolution politique.
- 1:09:00 L'entrée dans le monde universitaire.
- 1:15:30 Les relations avec le monde militaire.
- 1:19:20 Le retour en Afghanistan.
- 1:32:30 Le Kurdistan.



Épisode 114 – 7 septembre.

« Afghanistan : les rouages de la victoire des Talibans », avec Alexandre JUBELIN, Romain MIELCAREK et Wassim NASR, 1 h 10.

Dans le premier épisode de la nouvelle saison, Alexandre Jubelin reçoit Romain Mielcarek, journaliste indépendant, et Wassim Nasr, journaliste à France 24, pour parler des rouages de la victoire des Talibans en Afghanistan.

- 4:30 Retour de reportage et impressions de Romain Mielcarek en Afghanistan en pleine percée talibane.
- 10:15 La stratégie militaire talibane.
- 15:15 La rupture au sein de l'armée nationale afghane.
- 23:30 L'offensive de communication de la part des Talibans.
- 33:30 L'arsenal récupéré par les Talibans.
- 40:00 La lutte contre l'État islamique.
- 48:30 Unité et diversité du mouvement taliban.
- 55:30 Les répercussions internationales de la victoire talibane.
- 1:06:00 L'engagement de la Russie et de la Chine sur la scène afghane.



Épisode 115 – 14 septembre.

« Bons baisers de Bangui : du retour de la Russie aux luttes d'influence en Afrique », avec Alexandre JUBELIN, Emmanuel DREYFUS et Maxime AUDINET, 1 h 13.

Retour sur la montée de la présence russe en Afrique avec Alexandre Jubelin, Emmanuel Dreyfus et Maxime Audinet, chercheur Russie et chercheur Stratégies d'influence et lutte informationnelle à l'IRSEM.

- 6:00 L'héritage de la présence soviétique en Afrique.
- 12:00 Le départ dans les années 1990, puis le regain d'intérêt.
- 27:00 E. Progojine et l'arrivée de Wagner au premier plan.
- 37:00 Le laboratoire de la présence russe en Afrique : la République centrafricaine.

44:00 Les opérations de lutte informationnelle de la part de la Russie.

- 54:00 Les réseaux sociaux comme champ de bataille informationnelle en Afrique.
- 57:30 Au-delà de la République centrafricaine, les autres tentatives vers des pays africains.
- 1:05:00 Les intérêts de cette présence russe pour les acteurs africains.



Épisode 116 – 21 septembre.

« Des alliances en sous-marin(s) », avec Alexandre JUBELIN, Bruno TERTRAIS et Hervé LEMAHIEU, 57 mn.

Alors que le contrat de vente de douze sous-marins d'attaque entre Naval Group et l'Australie vient d'être rompu au profit du groupe industriel américain Lockheed Martin, Alexandre Jubelin, Bruno Tertrais, directeur adjoint de la FRS (Fondation pour la recherche stratégique) et Hervé Lemahieu, directeur des études à The Lowy Institute (Sydney), reviennent sur l'une des plus grosses crises de l'histoire de l'alliance atlantique.

- 5:30 La situation de l'Australie d'un point de vue naval et capacitaire.
- 9:00 Le contrat de 2016 entre France et Australie et sa philosophie.
- 19:30 La problématique de la prolifération nucléaire.
- 25:00 L'évolution de la situation stratégique australienne depuis quelques années et l'accord tripartite au-delà des sous-marins.
- 33:00 Les pratiques diplomatiques et le choc du point de vue français.
- 47:00 Le refroidissement potentiel des relations et ses conséquences.
- 51:30 La permanence des intérêts français dans le Pacifique sud.



Épisode 117 – 28 septembre.

« Le retour à la haute intensité : un problème de masse – Les impasses des "armées bonzaï" » (1/2), avec Alexandre JUBELIN et Élie TENENBAUM, 51 mn.

« Le Collimateur » reçoit pour la première partie de l'épisode consacré aux conflits de haute intensité Elie Tenenbaum, directeur du centre des études en sécurité de l'IFRI, et Joseph Henrotin, rédacteur en chef de *DSI magazine*.

- 7:30 Le retour du souci stratégique de la haute intensité.

14:30 Les scénarios possibles pour un retour à la haute intensité.

22:00 Historique de la réduction du volume des armées.

34:00 Les capacités des armées françaises en cas de conflit de haute intensité.

39:30 Les limites des armées françaises au quotidien.

47:30 L'importance de la haute intensité dans les armées françaises.

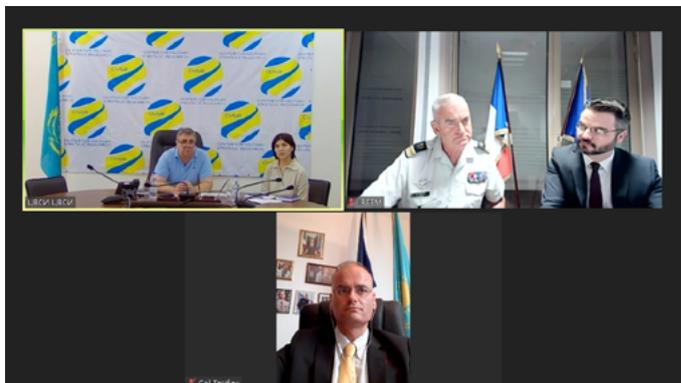


Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

ÉVÉNEMENTS

8 juillet : Échange [en ligne] entre l'IRSEM et le CVSI.



Le 8 juillet 2021 s'est tenu le premier échange en ligne entre l'IRSEM et le CVSI (Centre d'études militaro-stratégiques du ministère de la Défense de la République du Kazakhstan). Cet organisme, créé en 2008 et implanté dans la capitale Nour-Soultan (anciennement Astana), a pour vocation de faire rayonner les études de défense et de sécurité au Kazakhstan et hors de ses frontières. En plus de ses missions cardinales de recherche et de publication de ses travaux, il assure au profit des forces armées kazakhstanaïses la tâche de produire des certifications techniques.

Cet échange d'expériences, inscrit au plan de coopération militaire bilatérale entre la France et le Kazakhstan pour 2021 comme premier volet d'une série de trois événements en ligne, était dédié au rôle des forces armées, françaises comme kazakhstanaïses, dans la lutte contre la pandémie de Covid-19. Les deux présentations ont mis en évidence de nombreuses similitudes, concernant notamment le rapatriement de ressortissants, le montage d'hôpitaux militaires ou encore la participation à la campagne nationale de vaccination.

Au titre des spécificités kazakhstanaïses, on retient d'abord la montée en puissance des unités de défense NBC, chargées de la décontamination à Nour-Soultan et dans les capitales régionales des bâtiments gouvernementaux et des administrations locales ainsi que sur la voie publique. On note également la participation des unités opérationnelles au bouclage des principales agglomérations du pays dès la mise en place du confinement au Kazakhstan. Parallèlement a été décidé un rappel sélectif de réservistes chargés au niveau local de tâches administratives et logistiques.

Les prochains échanges, dont la reprise est envisagée dès la seconde quinzaine de septembre, traiteront respective-

ment de la situation en Afghanistan et de la perception du soft-power de la Chine.

COL Stéphane SAMARAN

Directeur du domaine « Stratégies, normes et doctrines »

9 juillet : Séminaire Barkhane / stratégie Sahel.

Cette table ronde fermée rassemblait une douzaine de chercheurs et spécialistes du Sahel, ainsi que des officiers et représentants du ministère des Armées. Huit ans après le début de l'intervention française, largement internationalisée à partir de 2013 avec l'engagement de l'Union européenne (entre autres EUTM Mali, EUCAP Sahel Mali, EUCAP Sahel Niger), des Nations unies (MINUSMA) et d'autres acteurs, la situation au Sahel reste préoccupante sur les plans politique, sécuritaire et socioéconomique, notamment au Burkina Faso, au Niger et au Mali.

Les participants ont fait un bilan des 6 mois écoulés, avant de discuter du redéploiement annoncé.

Maxime RICARD

Chercheur Afrique de l'Ouest

1^{er} septembre : Visite du colonel Marat Shaimerdenov.

Le colonel Marat Shaimerdenov, attaché de défense près l'ambassade du Kazakhstan à Paris, a été reçu le 1^{er} septembre à l'IRSEM. Cette visite s'inscrit dans la continuité des liens de coopération établis avec le CVSI (Centre d'études militaires-stratégiques du ministère de la Défense du Kazakhstan).

COL Stéphane SAMARAN

Directeur du domaine « Stratégies, normes et doctrines »

6 septembre : Réunion de rentrée.



La traditionnelle réunion de rentrée, réunissant l'ensemble du personnel de l'IRSEM, s'est tenue le 6 septembre 2021, dans l'amphithéâtre De Bourcet.

7 septembre : Signature de la convention entre l'École de guerre et l'IRSEM.



Le 7 septembre, le général Vigilant, directeur de l'École de guerre, et [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), directeur de l'IRSEM, ont signé une convention de collaboration. En effet, si l'EDG et l'IRSEM collaboraient depuis longtemps déjà, aucun accord ne formalisait jusqu'ici les contours, les moyens et les objectifs de cette coopération. Cette convention permet d'intensifier les actions en cours, tel l'encadrement des mémoires des élèves officiers de l'EDG par des chercheurs de l'IRSEM ou la contribution de ces derniers à la formation des élèves. Autant de moyens de renforcer la connaissance mutuelle des mondes militaire et de la recherche, et de travailler à une meilleure articulation entre recherche, doctrine et enseignement.

Marjorie VANBAELINGHEM

Directrice adjointe

8 septembre : Petit-Déjeuner Afrique avec le Dr Marine Gassier : « Anatomies de la rébellion en Éthiopie ».



L'IRSEM a reçu, mercredi 8 septembre, le Dr Marine Gassier, docteure en science politique de Sciences Po Paris, dans le cadre des « Petits-Déjeuners Afrique » organisé par [Anne-Laure Mahé](#) et [Maxime Ricard](#). Dans sa présentation intitulée « Anatomies de la rébellion en Éthiopie », la chercheuse s'intéressait à deux questions centrales : pourquoi certains groupes rebelles s'appuient-ils sur les structures de pouvoir en place au niveau local quand d'autres s'efforcent de les remplacer ? Comment ces stratégies influencent-elles l'évolution et le devenir de ces groupes ? Pour y répondre, elle s'appuie en premier lieu sur une nouvelle base de données quantitative incluant 126 groupes rebelles et, en second lieu, sur une étude de cas de la trajectoire du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) lors de la guerre civile éthiopienne de 1974-1991.

L'analyse quantitative permet d'identifier différents facteurs déterminant les stratégies d'implantation locales des groupes rebelles, parmi lesquels leurs priorités (succès militaires ou construction d'une base de soutien locale), le degré d'autorité des élites locales, ou la présence d'une idéologie portée par le groupe rebelle. Il lui permet également de définir quatre types de stratégie d'implantation : cooptation extensive, cooptation limitée, transformation et autonomie. L'étude de cas permet de voir comment se mettent en place très concrètement ces stratégies et montre comment le TPLF s'est distingué des autres groupes rebelles en activité à l'époque pour finalement parvenir à prendre la tête du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRD), une coalition de mouvements politiques qui a dirigé le pays entre 1991 à 2019. Revenir sur la trajectoire du TPLF, ses pratiques de gouvernance locale et ses politiques de mobilisation populaire mises en place pendant et après la guerre permet de mieux comprendre le déroulement du conflit qui oppose le TPLF au gouvernement fédéral éthiopien depuis

fin 2020. La discussion qui a suivi la présentation a permis de soulever plusieurs questions, notamment celles de la reproduction de la mémoire de la guerre civile, du devenir du modèle de fédéralisme ethnique éthiopien et enfin des relations entre les différents mouvements politiques à bases ethno-régionales.

Anne-Laure MAHÉ
Chercheuse Afrique de l'Est

16 septembre : Séminaire « Enjeux stratégiques dans les Amériques / Féminismes et enjeux sécuritaires dans les Amériques », IDA/IRSEM.



De la *Women's March* aux États-Unis au mouvement « Ni Una Menos » dans plusieurs pays d'Amérique du Sud comme l'Argentine ou le Pérou, il ne fait aucun doute que les mouvements féministes incarnent aujourd'hui une force sociétale capable d'influencer le monde politique. Cette influence s'illustre notamment par la capacité de ces mouvements à situer en tant que problème public des questions traditionnellement reléguées au second plan dans l'agenda politique. L'accès aux droits reproductifs et sexuels, dont l'avortement, ou encore la constante augmentation des féminicides dans des pays comme le Mexique, le Pérou ou encore le Brésil, se présentent comme des problématiques de lutte ayant contribué à une redéfinition des enjeux sécuritaires. Le webinaire du 16 septembre 2021, organisé conjointement par l'IRSEM et l'Institut des Amériques, avait ainsi pour objectif d'éclairer ces questions.

Modérée par [Camille Boutron](#), chercheuse en sociologie du genre et des conflits, et Jean-Baptiste Velut, maître de conférences en politique américaine à la Sorbonne Nouvelle, cette séance a vu dialoguer Hélène Quanquin, historienne, professeure à l'Université de Lille et spécialiste des mouvements féministes aux États-Unis, et Priscyll Anctil Avoine, politiste latino-américaniste et doctorante

à l'Université du Québec à Montréal. De leur point de vue interdisciplinaire et transaméricain, ces deux interventions ont permis de souligner les nombreux apports des études de genre et féministes pour repenser les enjeux stratégiques.

L'histoire des féminismes dans les Amériques témoigne ainsi avant tout de leur capacité à influencer le processus de décision politique. Hélène Quanquin a notamment souligné le rôle joué par les femmes dans la révolution américaine. Ce terreau fertile à la polarisation entraîne les femmes américaines dans son sillon. De fait, elles investissent l'espace public et se politisent en vertu d'une « maternité républicaine ». Ces gardiennes de la moralité et éducatrices des futurs citoyens se veulent ainsi l'amorce d'une solidarité qui donnera naissance au premier mouvement féministe étatsunien. À mesure que ces femmes brisent les chaînes d'une société patriarcale, un réel lobby en faveur de leur inclusion au droit de vote se met en place. Toutefois, il reste illusoire de songer à l'avènement d'un groupe féministe global. Selon Mme Quanquin, l'étude de l'histoire montre en effet une pluralité de mouvements féministes, tantôt se nourrissant l'un de l'autre, tantôt luttant pour une hégémonie trompeuse. Si les suffragettes britanniques font état de modèle à suivre outre-Atlantique, leurs homologues étatsuniennes exploitent un racisme latent pour gagner en importance. Ces dissensions attestent d'ailleurs de la porosité entre le féminisme et la politique étrangère. Dès les années 1920, les femmes blanches promeuvent un discours nativiste qui sous-tendra la politique impérialiste américaine. De même, ce discours contribuera à façonner les débats de politique intérieure réservés à l'interdiction de l'avortement. Bien que l'arrêt *Roe v. Wade* fasse triompher les droits sexuels et reproductifs accordés aux femmes, le retour de lois restrictives comme au Texas témoigne des répercussions de ce discours dans la politique intérieure américaine actuelle.

Priscyll Ancil Avoine s'intéresse de son côté aux résistances des femmes et des mouvements féministes en contexte de conflit armé et de sortie de conflit. Ses travaux s'inscrivent à la croisée des études de genre et de sécurité, en envisageant la guerre comme composante structurelle de l'insécurité des féministes. À ses yeux, les questions de genre contribuent à étendre le spectre des études de sécurité, en décentrant le regard sur le rôle de l'État pour observer plus concrètement la façon dont les mouvements sociaux, ici féministes, réussissent à s'imposer en tant qu'interlocuteurs légitimes dans la constitution de l'agenda sécuritaire.

À la suite de ces présentations éclairantes, Jean-Baptiste Velut et [Maud Quessard](#) questionnent l'existence d'une interaction possible entre le féminisme et la politique étrangère. À l'instar de Mme Boutron, tous deux s'accordent pour dire que les féminismes ont gagné en influence dans la politique étrangère d'États sud-américains comme le Mexique. Ces thématiques atteignent aujourd'hui des dimensions mondiales, comme le montre l'agenda Femmes, paix et sécurité de l'Organisation des Nations unies. Selon Mme Quanquin cependant, l'influence du féminisme s'étudie d'abord au niveau de la politique nationale : le *Women, Peace, and Security Act* de 2017 en est un exemple phare. Pour Mme Avoine, il est possible d'en dégager un paradoxe évident. De fait, plusieurs États comme le Mexique disposent d'une politique étrangère en faveur des femmes, mais peinent à garantir la sécurité des femmes qui peuplent leurs territoires.

Cette séance, organisée conjointement par l'IRSEM et l'IDA, est venue clore le cycle de séminaires sur les enjeux stratégiques dans les Amériques pour l'année 2021.

Dusan BOZALKA
Assistant de recherche

17 septembre : Journée des doctorants « Endurer et servir. Expérience(s) de guerre en question ».



Le 17 septembre 2021 l'IRSEM a organisé la journée d'étude des doctorants « Endurer et servir », sur les recherches du phénomène guerrier. Cet événement, organisé en format hybride présentiel-distanciel, a permis aux intervenants de présenter de nouvelles approches culturelles et anthropologiques ayant nourri l'étude de la guerre. Quel est le ressenti des combattants, leurs perceptions, leur expérience de guerre ? Face à ces interrogations, les jeunes chercheurs ont exposé la nécessité d'une approche transversale, qui combine les apports de toutes les sciences sociales et humaines tant sur le plan méthodologique que théorique, confirmant la guerre comme « fait social total » selon l'anthropologue Marcel Mauss.

Le premier panel, présenté par [Jean-Vincent Holeindre](#), directeur scientifique de l'IRSEM, s'intitulait « Penser les

expériences de guerre : disciplines, sources et méthodes ». Mathias Thura, maître de conférences à l'Université de Strasbourg, a présenté son étude de terrain portant sur le suivi de soldats en entraînement et en déploiement sur des théâtres d'opération. Benoît Tahon, professeur agrégé d'histoire, a présenté une communication sur l'environnement sonore des combattants de la Grande Guerre et la nouvelle place centrale du sens auditif en temps de guerre. Une seconde discussion a porté sur la question de la préservation de la mémoire opérationnelle et de celle des individus au combat face à la professionnalisation et aux multiples engagements de l'armée française depuis le début du XXI^e siècle (Christophe Lafaye, docteur en histoire de l'Université d'Aix-Marseille), suivie d'une présentation historique de la première vague d'expansion russe en Sibérie par les Cosaques à la fin du XVI^e siècle et ses concrétisations discursives au siècle suivant (Iris Saada, doctorante en études slaves à Sorbonne Université UMR Eur'Orbem).

Le deuxième panel, « Sur le terrain : La guerre vécue dans toutes ses dimensions », était modéré par Aude Merlin, chargée de cours en science politique à l'Université libre de Bruxelles. Ce panel a été l'occasion d'explorer tant la politisation féminine dans la période des Troubles irlandais (1968-1998) et dans l'Occupation et la fin de la première intifada en Palestine entre 1967 et 1995 (Johanna Masse, doctorante au Département de science politique de l'Université Laval), que l'expérience de la guerre des miliciens dans les colonies françaises d'Amérique en 1759 (Anna Forestier, doctorante, Sorbonne Université). Une discussion a aussi porté sur l'expérience de guerre à travers l'étude de cas d'Italiens engagés dans la Légion étrangère (Mariella Terzoli, doctorante, Centre de recherches historiques) et un exposé sur le frein à la réintégration à la vie civile des militaires que constitue l'état de stress post-traumatique après l'expérience de guerre (Servane Roupnel, doctorante en anthropologie, Université Laval).

Le troisième et dernier panel, discuté par Anthony Guyon, enseignant agrégé d'histoire à Sciences Po, traitait « La guerre partagée : expérience collective, expérience individuelle ». La première discussion a évoqué la mémoire combattante de l'armée libanaise pendant la guerre civile, au travers notamment de la bataille de Souk al-Gharb (Jonathan Hassine, doctorant, Sorbonne Université), ainsi que la question du sentiment de relégation dans l'expérience de guerre commune lors du front des poches de l'Atlantique en 1944-1945 (Théodore Laurent, doctorant en histoire contemporaine, Université de Picardie Jules Verne). La dernière discussion a évoqué

l'expérience de guerre clandestine par les résistants français Jeanne Bohec et Daniel Cordier (Guillaume Pollack, docteur en histoire, Université Paris-Est Créteil), ainsi que les expériences civilo-militaires de la bombe en rapport avec les sites d'essais nucléaires pendant la guerre froide (Clémence Maillouche, doctorante, Université de Haute-Alsace). La clôture de la journée d'étude a été réalisée avec une intervention de Michel Naepels, directeur d'études à l'EHESS.

Cette journée d'étude des doctorants inaugure la rentrée de l'IRSEM, notamment vis-à-vis des jeunes chercheurs, ainsi que le retour des événements scientifiques en présentiel, sur le site de l'École militaire.

Kevan GAFÀITI
Assistant de recherche

23 septembre : Conférence d'Édouard Jolly, « Violences de guerre », à l'École de guerre.



Édouard Jolly, chercheur en théorie des conflits armés à l'IRSEM, est intervenu jeudi 23 septembre devant l'ensemble des stagiaires de la 29^e promotion de l'École de guerre avec une conférence intitulée « Violences de guerre ». L'objectif était de proposer une interrogation philosophique sur la violence en cherchant ce qui fait le point commun d'une violence de guerre commise, d'une autre subie ou tout simplement de celle qui est perçue. Corporéité, temporalité, historicité, responsabilité et liberté furent ensuite les cinq notions et étapes exposées afin de penser ces violences en développant peu à peu une vue synoptique sur le phénomène, attendue du stratège, et non plus seulement le point de vue instrumental du tacticien.

Édouard JOLLY
Chercheur Théorie des conflits armés

24 septembre : Séminaire « Menaces hybrides », séance 4.

Le domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » de l'IRSEM a organisé la quatrième séance du séminaire fermé « Menaces hybrides : un concept heuristique ? » le vendredi 24 septembre 2021. Ce séminaire est préparé par un groupe de travail restreint composé des membres du domaine, [Paul Charon](#), [Maxime Audinet](#), [Carine Monteiro](#) et [Clément Renault](#), ainsi qu'Amélie Férey, Colin Gérard et Damien Van Puyvelde. Cette séance a convié également Olivier Chatain, chercheur invité du domaine RAMH, à prendre part aux discussions.

Lors de cette séance, qui a clos le premier cycle du séminaire, les intervenants sont revenus sur les débats des trois premières séances pour établir plusieurs axes de réflexion saillants autour des modes de conflictualité sous le seuil : généalogie et circulation des notions de l'influence, hybridité et zone grise, typologie des pratiques de conflictualité non cinématique, etc. Sur la base de ces axes, les membres du groupe proposeront une demi-douzaine d'articles collectifs pour un numéro spécial de revue.

Maxime AUDINET
Chercheur Stratégies d'influence et lutte informationnelle

24 septembre : Lancement du livre *Imaginaires nucléaires – Représentations de l'arme nucléaire dans l'art et la culture*, avec le CEA/DAM, Cercle national des Armées.



Le lancement du livre *Imaginaires nucléaires*, publié aux éditions Odile Jacob, sous la direction de Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et de Céline Jurgensen, a eu lieu au Cercle national des Armées, le 24 septembre 2021, en présence du directeur des applications militaires du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, de la

directrice de l'analyse stratégique du CEA/DAM, des directeurs de cabinet du ministère des Armées et du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, des auteurs et de nombreux invités.

L'ouvrage, consacré aux représentations de l'arme nucléaire dans l'art et la culture et à la manière dont elles façonnent nos perceptions et notre imaginaire collectif, réunit 35 auteurs aux profils et aux modes d'expression très divers (chercheurs, diplomates, artistes, critiques, conservateurs, etc.), tels le dessinateur Plantu ou le réalisateur Antoine Baudry (*Le Chant du loup*). Il fait suite à un colloque coorganisé par l'IRSEM et le CEA en décembre 2019, en partenariat avec les *Cahiers du cinéma* et le Centre interdisciplinaire d'études sur le nucléaire et la stratégie (CIENS – ENS/PSL).

Dressant un vaste panorama qui invite à penser la représentation nucléaire, *Imaginaires nucléaires* constitue un volume original et unique en son genre, avec 170 illustrations, parmi lesquelles des photographies d'Ewan Lebourdais.

27 septembre : Création du Réseau des instituts européens d'études stratégiques (Network of European Strategic Studies Institutions – NESSI).



L'IRSEM a réuni à Paris le 27 septembre des représentants de 17 instituts européens de recherche stratégique afin de créer un Réseau des instituts européens d'études stratégiques (Network of European Strategic Studies Institutions – NESSI). Pour la plupart étroitement liés ou appartenant aux institutions de défense de leur pays, ils ont souhaité engager des échanges et des coopérations sur une base régulière et ont formalisé leur accord en adoptant les termes de référence du réseau.

Ceux-ci prévoient notamment que NESSI poursuivra les objectifs suivants :

- favoriser les échanges et la coopération entre ses membres afin de contribuer au développement d'une culture stratégique européenne commune ;
- développer les échanges entre ses membres, des projets de recherche et de publication conjoints, des échanges de chercheurs et l'organisation d'événements académiques ;
- échanger, lors des rencontres du réseau, en suivant la règle de Chatham House, tout en diffusant largement ses réflexions et recommandations d'un commun accord afin de contribuer au débat public européen sur les questions de défense et de sécurité ;
- organiser en moyenne une rencontre plénière et un séminaire thématique chaque année, dans le cadre d'une présidence tournante annuelle ;
- ouvrir le réseau à d'autres instituts européens de recherche stratégique, en particulier à ceux appartenant ou étroitement liés aux institutions de défense de leur pays ;

L'Instituto da Defesa Nacional (Portugal) assurera la prochaine présidence en 2022.

Les instituts membres du Réseau sont : National Defence Academy (NDC – Autriche), Centre for Security and Military Strategic Studies (CSMSS – République tchèque), Royal Danish Defence College (FAK – Danemark), International Centre for Defence and Security (ICDS – Estonie), Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM – France), German Institute for Defence and Strategic Studies (GIDS – Allemagne), Institute for Strategic and Defense Studies (ISDS – Hongrie), Istituto di Analisi e Ricerca della Difesa (IRAD – Italie), Norwegian Institute for Defence Studies (IFS – Norvège), The Polish Institute of International Affairs (PISM – Pologne), Instituto da Defesa Nacional (IDN – Portugal), Institute for Political Studies of Defense and Military History (IPSDMH – Roumanie), Instituto Español de Estudios Estratégicos (IEEE – Espagne), Totalförsvarets forskningsinstitut (FOI – Suède), Military Academy -MILAK- at ETH Zurich – Suisse), Development Concepts and Doctrine Centre (DCDC – Royaume-Uni).

Nicolas REGAUD

Délégué au développement international

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Publication : « [Le Lion, l'Ours et les Hyènes. Acteurs, pratiques et récits de l'influence informationnelle russe en Afrique subsaharienne francophone](#) », Étude n° 83, IRSEM, 12 juillet 2021.
- Entretien en russe : « [Как Россия борется за франкофонную Африку: эксперт Максим Одине о своем исследовании](#) », RFI, 20 juillet 2021.
- Entretien : « [Présence russe en Afrique : "Il y a eu un réinvestissement assez progressif dès la fin des années 90"](#) », RFI Afrique, 19 juillet 2021.
- Publication : « Russia Today, aux frontières de la diplomatie publique », in Christian Lequesne (dir.), *La puissance par l'image : les États et leur diplomatie publique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021, chapitre 4, Focus.
- Podcast : avec Emmanuel Dreyfus, « [Bons baisers de Bangui](#) », Le Collimateur de l'IRSEM, 14 septembre 2021.
- Intervention en présentiel au Forum sur la sécurité de Zagreb : « Russia's information influence in Central African Republic : Actors, practices, contents », 4 septembre 2021.
- Séminaire « Menaces hybrides », séance 4, IRSEM, 24 septembre 2021.



Élie BARANETS

- Conférence pour le panel « Democratic Allies and the New Challenges of War », discutant pour le panel « International Peacekeeping and Peacebuilding » et président de séance pour le panel « Theoretical Insights Into Anger and Violence » de l'International Political Science Association, 10-15 juillet 2021.
- Publication : Direction pour les *Champs de Mars*, 34, 2020, du dossier « [Les causes de la guerre](#) », comprenant l'[introduction](#), p. 9-15 ; un article intitulé « [Rationalité de l'État et causes de la guerre](#) », p. 35-54 ; la traduction de l'article « [La guerre est-elle dans notre nature ?](#) » de Azar Gat, p. 117-121, et la co-translation de l'article « [Honneur et prestige : les nations se battent-elles toujours pour les mêmes raisons ?](#) » de Richard Ned Lebow, p. 55-87, septembre 2021.



Camille BOUTRON

- Modératrice de la séance « Féminismes et enjeux sécuritaires dans les Amériques », séminaire conjoint IRSEM/IDA « Enjeux stratégiques dans les Amériques », École militaire, 16 septembre 2021.

- Participation au congrès de l'Institut des Amériques dans le cadre d'une table ronde portant sur le séminaire conjoint IDA/IRSEM « Enjeux stratégiques dans les Amériques », 22 septembre 2021.

- Conférence flash sur le thème de l'agenda international « Femmes, paix et sécurité », École de guerre, 22 septembre 2021.

- Publication : avec M. Manrique, « La historia fabricada: Una mirada interseccional a la encarcelacion de las mujeres (ex)subversivas en Peru », dans R. Bedoya Forno, D. Delacroix, V. Robin Azevedo & T. Romero Barrios, *La violencia que no cesa. Huellas y persistencias del conflicto armado en el Peru contemporaneo*, Lima, Punto cardinal, 2021, p. 153-174.



Camille BRUGIER

- Interview : « [Camille Brugier: "ce qu'il s'est passé avec Jack Ma montre qu'il peut être périlleux de devenir entrepreneur en Chine"](#) », par Bastien Lion, journal en ligne *Les Numériques*, 18 septembre 2021.

- Conférence flash : « La guerre commerciale sino-américaine à l'heure de Joe Biden », École de guerre, 29 septembre 2021.



Tiphaine de CHAMPCHESEL

- Chapitre : « L'art et la contestation nucléaire », dans Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Céline Jurgensen (dir.), *Imaginaires nucléaires – Représentations de l'arme nucléaire dans l'art et la culture*, Odile Jacob, 2021, p. 306-324.

- Animation du débat « Le désarmement nucléaire : souhaitable ? faisable ? », Université du Réseau Nucléaire et Stratégie – Nouvelle génération, 23 septembre 2021.



Paul CHARON

- Coordination du numéro d'été de la *Revue Défense Nationale* (RDN) intitulée : « Renseigner au XXI^e siècle : hier ne meurt jamais ? », n° 842, été 2021.

- Publication : « Renseigner au XXI^e siècle : permanences et "surgissement du nouveau" », *Revue Défense Nationale* (RDN), n° 842, été 2021.

- Publication : « Maîtriser le récit. L'enjeu de la guerre informationnelle chinoise », *Diplomatie magazine*, juillet 2021.

- Intervention : « Entre puissance et information. Nouveaux enjeux pour l'étude de la conflictualité ? », dans le cadre du séminaire « Épistémologies de la guerre et des violences » de l'AEGES, discutante : Francesca Musiani (CNRS-CIS), 6 juillet 2021.

- Intervention : « Les stratégies d'influence chinoises », État-major des Armées, 27 août 2021.

- Audition par la mission d'information du Sénat sur les influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français, sous la présidence d'Étienne Blanc, Rapporteur : André Gattolin, 2 septembre 2021.

- Intervention : « "Operation Infektion 2.0" A deepening russianisation of China's information manipulation campaigns », Zagreb Security Forum, 3 et 4 septembre 2021.

- Participation au Workshop on Resilient Europe, Hanns-Seidel-Stiftung, 9 septembre 2021.

- Intervention : « How to do research on disinformation? », Patterns of Information Influencing – workshop, EU-HYBNET, 16 septembre 2021.

- Publication : avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, [Les opérations d'influence chinoises. Un moment machiavé-lien](#), Rapport IRSEM, 20 septembre 2021, 646 p.

- Intervention dans le journal de France Info, 12h40, 21 septembre 2021.

- Intervention dans le journal de France Inter, 13h, 21 septembre 2021.

- Conférence flash : « Le renouveau doctrinal de l'Armée populaire de libération », École de guerre, 21 septembre 2021.

- Intervention : « Épistémologie et méthode de l'anticipation des surprises stratégiques », dans le cadre du 74^e Cycle Intelligence économique et sécurité de l'IHEDN, 21 septembre 2021.

- Intervention dans l'émission « Décryptage » : « Manipulations, désinformation, contrôle : les opérations d'influence de la Chine passées au crible », RFI, 21 septembre 2021.

- Intervention dans l'émission « C Ce Soir », France 5, 23 septembre 2021.
- Intervention dans l'émission « 64' », TV5 Monde, 23 septembre 2021.
- Colloque : modération de la table ronde « Le 11 septembre et le "nouveau désordre mondial ?" », dans le cadre du colloque coorganisé par l'université Paris I et l'IRSEM, « "L'événement" 11 septembre », 30 septembre et 1^{er} octobre 2021.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Article : « Saudi Arabian Regional Policy, *Orient*, III/2021, 62, German Orient-Foundation, juillet 2021, p. 47-54.
- Émission « Culture Monde » de Florian Delorme, série « Le retour des talibans : l'onde de choc », épisode 1 : « [Pakistan : la stratégie de l'ambiguïté](#) », avec Gilles Dorronsoro et Luc Racine, France culture, 31 août 2021.
- Interview pour : « [Comment les États-Unis ont soustrait le dossier taliban au Qatar](#) » par Armin Arefi, *Le Point*, 6 septembre 2021.
- Conférence : « Arabie saoudite : décryptage des transformations en cours », IRIS, à l'occasion de la publication de l'ouvrage de Louis Blin, *Arabie saoudite : de l'or noir à la mer Rouge* (Eyrolles, 2021), 28 septembre 2021.
- Conférence : « Qui veut la paix au Yémen ? », Forum mondial Normandie pour la paix, Caen, 30 septembre 2021.



Emmanuel DREYFUS

- Podcast : avec Maxime Audinet, « [Bons baisers de Bangui](#) », Le Collimateur de l'IRSEM, 14 septembre 2021.



Cécile FAUCONNET

- Publication : « [Innovation technologique du secteur Aérospatial et Défense – Une approche comparative par les brevets](#) », Étude n° 84, IRSEM, 25 août 2021.



Pierre HAROCHE

- Présentation de travaux sur la Commission européenne et le concept de « Commission géopolitique » aux conférences internationales en ligne du European Consortium for Political Research (ECPR), 31 août 2021, de l'Academic association for Contemporary European Studies (UACES), 7 septembre 2021, et de l'European International Studies Association (EISA), 13 septembre 2021.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Publication : avec Benjamin Loveluck, numéro spécial de la revue *Quaderni*, « [Les ruses du Hacking](#) », n° 103, printemps 2021.
- Invité à l'émission « [Esprit de justice](#) » sur les transformations de la guerre à travers l'affaire Pegasus, France Culture, 8 septembre 2021.
- Invité à l'émission « [Tout un monde](#) », RTS, 16 septembre 2021.
- Intervention dans « [Comment l'usage de drones se banalise dans les conflits](#) » de Hugo Tortel, *La Croix*, 17 septembre 2021.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Livre : avec Céline Jurgensen (dir.), [Imaginaires nucléaires – Représentations de l'arme nucléaire dans l'art et la culture](#), Éditions Odile Jacob, septembre 2021, 388 p.
- Rapport : avec Paul Charon, [Les Opérations d'influence chinoises – Un moment machiavélien](#), IRSEM, 20 septembre 2021, 646 p.
- Rapport : [Information Defense: Policy measures taken against foreign information manipulation](#), Atlantic Council (DFRLab et Europe Center), Washington DC, juillet 2021, 38 p.
- Rapport : [Effective State Practices Against Disinformation: Four country case studies](#), The European Centre of Excellence for Countering Hybrid Threats, Helsinki, juillet 2021, 32 p.
- Article : « [Not So Remote Drone Warfare](#) », *International Politics*, juillet 2021, p. 1-22.

- Auditionné par la mission d'information relative aux influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences, à l'Assemblée nationale, 2 septembre 2021.



Édouard JOLLY

- Participation à la première conférence en ligne entre l'IRSEM et le Centre d'études militaro-stratégiques du ministère de la Défense de la République du Kazakhstan (CVSI), 8 juillet 2021.

- Recension : Sibylle Scheipers, *On small war: Carl von Clausewitz and people's war*, Oxford, Oxford University Press, 2018, viii + 174 p., dans *Les Champs de Mars*, n° 34, 2020/1, p. 189-190.

- Conférence : « Violences de guerre », École de guerre, Paris, 23 septembre 2021.

- Conférence flash : « Démocratie et guerre », École de guerre, Paris, 27 septembre 2021.



Sümbül KAYA

- Chapitre : « [La réfraction politique du champ judiciaire en Turquie](#) » dans Maya Collombon et Lilian Mathieu (dir.), *Dynamiques des tournants autoritaires*, Les croquants, sociopo, août 2021.

- Article : avec Bayram Balci, « [Ideological Interventions in the Covid-19 Health Crisis in Turkey by Power, Politics, and Religion](#) », *Turkish Policy Quarterly*, 20:2, 15 septembre 2021, p. 93-105.



Anne-Laure MAHÉ

- Intervention dans l'émission « [Appels sur l'actualité](#) », RFI, 11 août 2021.

- Intervention dans l'émission « [Appels sur l'actualité](#) », RFI, 1^{er} septembre 2021.

- Co-organisation avec Maxime Ricard du Petit-Déjeuner Afrique « Anatomies de la rébellion en Éthiopie » avec Marine Gassier, 8 septembre 2021.

- Animation de l'émission « Cosmo-Politique », [entretien avec Julie Billaud sur la situation des femmes en Afghanistan](#), Fréquence Protestante, 23 septembre 2021.



Angélique PALLE

- Conférence : avec Florian Opillard, « Bringing the military into Covid-19 crisis management in Europe », EUGEO (Conférence annuelle de l'association des géographes européens), en ligne, 30 juin 2021.

- Article : avec Y. Richard, « [Multilevel Governance or Scalar Clashes: Finding the Right Scale for EU Energy Policy](#) », *Tijdschrift Voor Economische En Sociale Geografie*, 1^{er} juillet 2021.

- Article : « La transition énergétique européenne, changement de ressources, changements d'échelles », *Bulletin de l'association des géographes français*, 2021/1.

- Conférence : « Power issues in energy transitions: change of resource, change of scale », Annual conference of the International Geographical Union, en ligne, 17 août 2021.

- Conférence : avec Florian Opillard, « Bringing the military into Covid-19 crisis management in Europe – local governance issues », Annual conference of the International Geographical Union, en ligne, 18 août 2021.



Marianne PÉRON-DOISE

- Publication : « [Corée du Sud – États-Unis : L'alliance au prisme de l'Indo-Pacifique et du QUAD](#) », Brève stratégique n° 24, IRSEM, 22 juillet 2021.

- Présentation du papier « Maritime security cooperation between the EU and ROK in the Indo-Pacific » dans le cadre du séminaire virtuel « EU-ROK relations under the EU Indo-Pacific Strategy », organisé par l'Institut Sejong et l'Université Libre de Bruxelles, 10 août 2021.

- Présentation du papier « United States and Alliances in the Indo-Pacific » dans le cadre du séminaire virtuel « The relevance of the San Francisco Treaty for the stability of the Indo-Pacific », Fondation pour la recherche stratégique, 26 août 2021.

- Publication : « [Le Japon face au durcissement des initiatives stratégiques américaines dans l'Indo-Pacifique](#) », Brève stratégique n° 26, IRSEM, 24 septembre 2021.

- Contribution : « Les relations Philippines – États-Unis, quel avenir pour la coopération de défense ? » dans le cadre du dossier « L'Asie du Sud-Est, un carrefour d'enjeux politiques », Institut d'études de géopolitique appliquée (EGA), septembre 2021.

- Article : avec Éric Mottet, « Perspectives sur les outils de soft power en Asie dans le contexte de la pandémie de Covid-19 », *Diplomatie*, n° 111, septembre 2021, p. 77-80.



Maud QUESSARD

- Interview : « [Stratégie militaire américaine : vers un changement de cap ?](#) », Institut Montaigne, 27 juillet 2021.

- Article : « L'administration américaine et les GAFAM : de la confiance à la défiance », *Questions Internationales*, n° 109, « Les GAFAM, Une histoire américaine », septembre-octobre 2021, p. 66-68.

- Entretien : « Coordonner les États et protéger les sociétés face aux menaces informationnelles », *Défense*, n° 208, juillet-août-septembre 2021, p. 25-28.

- Organisation avec Camille Bouton et Jean-Baptiste Velut du séminaire « Enjeux stratégiques dans les Amériques / Féminismes et enjeux sécuritaires dans les Amériques », IDA/IRSEM, invitée Hélène Quanquin (Université de Lille), discutante Priscyll Anctil Avoine, 16 septembre 2021.

- Présidence et animation de la table ronde IDA-IRSEM consacrée aux enjeux stratégiques dans les Amériques et à la relève stratégique interdisciplinaire, avec Kevin Parthenay (Université de Tours), Congrès de l'IDA, 22 septembre 2021.

- Conférence : « Les États-Unis et la grande stratégie à l'ère Biden », IHEDN, École militaire, 16 septembre 2021.

- Session intelligence économique « Propagandes et guerres de l'information », IHEDN, École militaire, 27 septembre 2021.



Nicolas REGAUD

- Intervention au webinar « Security Threats Posed by Climate Change and Military response », organisé par le Seoul Defense Dialogue, 8 septembre 2021.

- Intervention au webinar « European Countries Role in Asia-Pacific Maritime Security », organisé par le Beijing Xiangshan Forum, 15 septembre 2021.

- Mission au DCAF (Geneva Centre for Security Sector Governance) en vue de développer les échanges et la coopération avec l'IRSEM, 22 septembre 2021.

- Organisation de la rencontre fondatrice du Réseau des Instituts européens d'études stratégiques (Network of European Strategic Studies Institutions – NESSI) à laquelle ont participé 17 centres européens de recherche stratégique, Paris, Cercle national des Armées, 27 septembre 2021.



Maxime RICARD

- Publication : « [Sous pression : les défis du secteur de la sécurité en Côte d'Ivoire](#) », Note de recherche n° 117, IRSEM, 7 juillet 2021.

- Intervention : « [As rivals Ouattara & Gbagbo meet, is Ivory Coast on a path towards reconciliation?](#) », journal de 20 h, France 24 english, 27 juillet 2021.

- Co-organisation avec Anne-Laure Mahé du Petit-Déjeuner Afrique « Anatomies de la rébellion en Éthiopie » avec Marine Gassier, 8 septembre 2021.

- Conférence (et présidence du panel) : « Negotiations and tensions of order-making: transition of Dozos in post-conflict western Ivory Coast », Panel « Negotiations, Violence and Peacemaking », Conférence annuelle [Conflict Research Society](#), en ligne, 9 septembre 2021.



COL Stéphan SAMARAN

- Participation à la première conférence en ligne entre l'IRSEM et le Centre d'études militaro-stratégiques du ministère de la Défense de la République du Kazakhstan (CVSI), 8 juillet 2021.

- Participation à la première rencontre bilatérale avec le Centre d'études militaro-stratégiques de l'Université nationale de défense « Ivan Tchernyakovsky », à Kiev, mission effectuée par la DGRIS dans le cadre du plan de coopération militaire franco-ukrainienne en 2021, 27-29 septembre 2021.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Livre : *Vietnamiens. Lignes de vie d'un peuple*, Les Ateliers Henry Dougier, 2021, 154 p.

- Publication : Éditorial « L'Asie du Sud-Est, au cœur d'un nouvel ordre international ? », *La revue diplomatique*,

numéro spécial « L'Asie du Sud-Est, un carrefour d'enjeux géopolitiques, n° 14, IGA, juillet 2021.

- Invité à l'émission « Superfail (Viêt Nam, la mère de toutes les débâches) », France culture, 6 septembre 2021.

- Interview sur le Viêt Nam, « Le variant Delta coupe le Vietnam en deux », *Le Figaro*, 31 juillet-1^{er} août 2021.

- Interview sur l'Indo-Pacifique, *Nikkei Asian Review*, 21 septembre 2021.

- Auditionné par la Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, dans le cadre de la Mission d'information sur les enjeux de la défense en Indo-Pacifique, 1^{er} juillet 2021.

- Auditionné par l'Inspection générale des affaires culturelles, ministère de la Culture, dans le cadre d'une mission sur le Département de recherches archéologiques sous-marines et sous-marines, 24 juillet 2021.

- Conférence flash sur les enjeux sécuritaires en mer de Chine méridionale, École de guerre, 28 septembre 2021.



LTN Camille TROTOUX

- Congrès : « Le changement au travers de la recherche-action, mission impossible ? Retours sur les pérégrinations de deux chercheuses en SHS au ministère des Armées », Association française de sociologie, 9 juillet 2021.

- Publication : « [La singularité militaire. Audition du CEMA Lecointre à la Commission de la Défense nationale et des forces armées](#) », Brève stratégique n° 25, IRSEM, 23 juillet 2021.



Océane ZUBELDIA

- Modérateur des ateliers thématiques consacrés aux Industries de défense dans le cadre du séminaire franco-allemand « L'architecture transatlantique sécuritaire », Paris – La Défense, 2 juillet 2021.

- Publication : « Autonomie et technologie : quelle puissance militaire pour la Turquie de demain ? », *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, n° 63, août-septembre 2021, p. 88-89.

- Membre du jury de la soutenance de thèse de doctorat d'Alain Zind intitulée « Irak, 2003 : Une expérience de guerre filmée. Les soldats comme acteurs et témoins », Université Paris 8, Vincennes, 30 septembre 2021.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Pierre BOURGOIS

- Présentation vidéo de l'étude n° 82 de l'IRSEM intitulée *L'enjeu du soldat augmenté pour les puissances démocratiques. Les États-Unis à l'heure du choix*. [Vidéo disponible sur Youtube](#).

- Intervention lors de la table ronde IDA/IRSEM, dans le cadre du Congrès de l'Institut des Amériques intitulé « État de recherche sur les Amériques », 22 septembre 2021.

- Intervention (avec John Emery, University of Oklahoma) intitulée « Ethical Reflections on Soldier Enhancements », dans le cadre de l'ISA (International Studies Association) West Annual Conference 2021, 23 septembre 2021.

- Intervention lors de la table ronde « Jeune recherche : insertion professionnelle », dans le cadre du Congrès de l'Institut des Amériques intitulé « État de recherche sur les Amériques », 24 septembre 2021.



Julien FRAGON

- Article : « La "guerre au terrorisme" : "Politiquement, l'usage du mot 'guerre' prend tout son sens" », *Le Monde*, 9 septembre 2021.



Éric FRÉCON

- Publication : « [L'influence sécuritaire chinoise à Singapour](#) », Étude n° 85, IRSEM, 27 août 2021.



Christophe LAFAYE

- Entretien avec Blandine Levite, « [Ces soldats occidentaux qui pensent s'être battus pour rien en Afghanistan](#) », Radio Télévision Suisse (RTS) [en ligne], 29 juillet 2021.

- Article : « Le VBCI du 35^e RI en Afghanistan (2010-2012). Un bond en avant pour les fantassins mécanisés », *Défense Expert*, n° 6, juillet-août 2021, p. 28-35.

- Article : « Jean-François Klein : Théophile Pennequin, le sorcier de la pacification », *Opérations spéciales*, n° 50, juillet-août 2021, p. 70-71.

- Article : « Les Rhinos en route vers la BSS : chronique de la préparation du mandat SOUVIM 13 », *Opérations spéciales*, n° 50, juillet-août 2021, p. 28-31.

- Article : « [Comment les Taliban sont-ils revenus au pouvoir en Afghanistan ?](#) », *Les clés du Moyen-Orient* [en ligne], 20 août 2021.

- Article : « La lutte contre les EEI au sein de l'armée de terre. Un moment de bascule ? », *DSI*, HS n° 79, août-septembre 2021, p. 84-88.

- Article : « [L'engagement de l'armée française en Afghanistan : 90 morts pour rien ?](#) », *The Conversation France* [en ligne], 15 septembre 2021.

- Intervention : « [Garder les traces de l'expérience des combattants. Collecter et archiver l'expérience combattante du XXI^e siècle](#) », colloque « Endurer et servir », organisé par l'IRSEM et le Service historique de la défense (SHD), 17 septembre 2021.

- Article : « Entretien avec Émilie Berthillot. Les espions de Sa Majesté. Une histoire de l'espionnage britannique », *Opérations spéciales*, n° 51, septembre-octobre 2021, p. 78-79.

- Article : « Les Rhinos en route vers la BSS : chronique de la préparation du mandat SOUVIM 13 – 2^e partie », *Opérations spéciales*, n° 51, septembre-octobre 2021, p. 50-53.



Yvan LLEDO-FERRER

- Article : « La coopération internationale, une source de renseignement à part entière ? », *Revue Défense Nationale*, n° 842, été 2021, p. 13-17.



Carine MONTEIRO DA SILVA

- Organisation, avec Maxime Audinet, et participation au séminaire fermé « Menaces hybrides : un concept heuristique ? » du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides », IRSEM, 24 septembre 2021.



Damien VAN PUYVELDE

- Article : « [Gérer la libéralisation du renseignement](#) », *Revue Défense Nationale*, n° 842, été 2021, p. 67-71.

- Article : « [French paramilitary actions during the Algerian War of Independence, 1956-1958](#) »,

Intelligence and National Security, 36/6, p. 898-909, 9 juillet 2021.

- Entretien : Pierre Coudurier, « [L'affaire Pegasus, conséquence de la privatisation du renseignement ?](#) », *Marianne*, 21 juillet 2021.

- Promotion au rang de *Reader* en renseignement et sécurité internationale, Université de Glasgow, août 2021.

- Nomination au comité de rédaction de la revue *Intelligence and National Security*, août 2021.



Joël ZAFFRAN

- Communication : « Pourquoi s'engager ? Éléments de problématisation de l'engagement des jeunes dans l'armée », Congrès de l'AFS, RT8 – Sociologie du militaire : sécurité, armées et société, 7 juillet 2021.

- Communication : « Des jeunes et des armées », session 1 du GT 05 (Forces armées et société), Congrès de l'ALSIF, 15 juillet 2021.

VEILLE SCIENTIFIQUE

SOCIOLOGIE

Congrès de l'Association française de sociologie, 9 juillet 2021.

Du 6 au 9 juillet 2021, s'est tenu le 9^e congrès de l'Association française de sociologie. La thématique « Changer ? » a guidé les discussions des chercheurs parmi lesquels [Camille Boutron](#) et [Camille Trotoux](#). Leur intervention s'est inscrite dans le cadre du réseau thématique « Sociologie du militaire » qui a réuni près d'une trentaine de chercheurs de diverses disciplines (science politique, sciences de gestion, de l'éducation, histoire, sociologie, ethnographie, etc.). Elles ont interrogé la possibilité de mettre en place des dispositifs de recherche-action en contexte militarisé. Leur communication s'est plus particulièrement intéressée aux rapports de force et aux stratégies de connivence qui s'établissent entre les acteurs dans le contexte, très concret, de l'organisation d'un événement à visée scientifique et pédagogique.

Camille TROTOUX
Chercheuse Sociologie militaire

S. WEISS, « Les femmes dans l'environnement des combattants français des fronts de l'Atlantique en 1944-1945 », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 128:1, 2021, p. 159-176.

De septembre 1944 à mai 1945, alors que l'essentiel du territoire français était libéré, la guerre s'est prolongée sur la côte atlantique, au sein de réduits où des garnisons allemandes s'étaient retranchées, de l'estuaire de la Gironde à la Bretagne. Le long siège de ces réduits a majoritairement reposé sur des troupes françaises soit quelque 150 000 hommes. La fonction combattante était alors presque exclusivement masculine. Pour autant, bien que souvent absentes de l'historiographie, des femmes furent présentes en nombre aux côtés de ces combattants ou dans leur environnement social : quelques-unes comme combattantes, davantage comme auxiliaires médicales, d'autres comme animatrices de réseaux d'entraide, comme compagnes ou marraines mais aussi comme sujets de craintes. L'étude du rôle de ces femmes et des représentations dont elles furent l'objet permet d'inscrire celle des fronts de l'Atlantique dans une approche d'histoire sociale dépassant le seul récit des opérations militaires.

Camille BOUTRON
Chercheuse Sociologie du genre et des conflits

FEMMES ET CONFLITS

R. WOOD & L. ALLEMANG, « [Female Fighters and the Fates of Rebellion: How Mobilizing Women Influences Conflict Duration](#) », *Conflict Management and Peace Science*, première publication en ligne 9 août 2021.

L'article étudie le lien potentiel entre la présence de femmes combattantes dans les groupes armés et la durée des conflits. Il montre que le recrutement de femmes au sein de groupes armés informels prolonge la durée de la guerre de par son impact sur les négociations entre l'État et les rebelles. Le recrutement et le déploiement de combattantes contribuent à une divergence de points de vue entre les rebelles et le gouvernement en place concernant les capacités du groupe rebelle et la profondeur de sa détermination, ce qui entrave la réussite des négociations et prolonge la durée du conflit. Les résultats des analyses de durée utilisant des données sur la prévalence estimée des combattantes dans les groupes rebelles actifs entre 1964 et 2011 soutiennent notre hypothèse centrale et suggèrent que l'utilisation de femmes combattantes est associée à des conflits plus longs.

DOSSIER PEGASUS

Steven FELDSTEIN, « [Governments are Using Spyware on Citizens. Can they be Stopped?](#) » *Carnegie Endowment for International Peace*, 21 juillet 2021.

En juillet dernier, un consortium de dix-sept médias guidés par Forbidden Stories et Amnesty International a mené une enquête journalistique appelée le Projet Pegasus. Cette étude a permis de décrire l'ampleur de la surveillance digitale utilisée comme outil de contrôle par de nombreux gouvernements, autoritaires notamment.

Steven Feldstein, chercheur associé à la fondation américaine Carnegie, think tank américain spécialisé dans l'analyse des relations internationales, explique qu'une société israélienne prénommée NSO Group, a été mise en cause dans cette affaire. Cinquante mille numéros de portables issus d'une cinquantaine de pays auraient été piratés : la liste est longue et de nombreuses personnalités influentes sont concernées. Bien que le groupe NSO ait affirmé que ses puissants logiciels servaient les causes démocratiques, comme la traque de terroristes ou de trafiquants de drogue, les révélations prouvent que cette technologie n'est pas toujours utilisée à bon escient.

Selon le chercheur, il y aurait trois éléments essentiels à retenir de ces révélations. Premièrement, la prolifération de ce genre de logiciel espion représente une sérieuse menace pour les démocraties qui n'ont pas encore réussi à trouver de parade. Deuxièmement, ce projet témoigne du coût élevé de traiter avec des régimes autoritaires, et troisièmement, ces divulgations prouvent que la Chine n'est pas la seule puissance à exporter des technologies douteuses à des acteurs peu recommandables.

Afin de mettre un terme au manque de supervision de ces outils technologiques, le chercheur recommande aux décideurs politiques de s'ériger en force de proposition quant à l'élaboration d'une base de données répertoriant les ventes ou transferts privés d'équipement de surveillance, dans l'attente de l'instauration de règles communes aux entreprises concernées. L'arrangement de Wassenaar (régime de contrôle des exportations d'armes conventionnelles et de technologies à double usage mis en place en 1996 par trente-trois États) peut par exemple servir de tremplin en faveur de la mise en place de réglementations. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) pourrait également être mis à contribution. Il est possible que les sociétés de surveillance se voient dans l'obligation d'accepter un « code de conduite » commun, les contraignant à ne vendre leurs outils qu'à une certaine catégorie de clients (pro-démocratie).

Pour le chercheur Steven Feldstein, les démocraties devraient profiter de l'actuelle indignation croissante des sociétés civiles à l'égard des logiciels espions pour établir une norme mondiale. Le Sommet pour la démocratie organisé en décembre prochain par le président Joe Biden représente une occasion tangible de sensibiliser les États présents à ce sujet.

Cet été, l'affaire Pegasus aura particulièrement mis à l'épreuve la relation transatlantique et ébranlé le monde de la surveillance numérique. En nous fondant sur cinq articles issus aussi bien de la presse que de think tanks, nous tenterons de donner des clés pour comprendre les enjeux de cette affaire. L'emploi de ces logiciels pose problème à la communauté du renseignement : fuite de l'outil du secteur militaire au secteur civil, questions d'ordre éthique et moral liées aux dérives possibles impliquées, le projet Pegasus met en lumière les dispositifs controversés du monde des armées.

Yossi MELMAN, « [Le scandale Pegasus met en lumière le secteur controversé de la technologie militaire israélienne](#) », *Middle East Eye*, 23 juillet 2021.

Dans cet article paru dans *Middle East Eye*, le journaliste israélien Yossi Melman affirme que le groupe NSO est une entreprise dont les produits sont typiquement issus du secteur de la haute technologie de l'armée israélienne. Les fondateurs de l'entreprise sont d'ailleurs eux aussi d'anciens membres d'une unité de renseignement israélienne. Ce scandale met donc en lumière aussi bien qu'il le met en péril le secteur controversé des moyens militaires de l'État israélien, communément utilisés sur le marché du secteur civil. Bien que ces unités disposent de matériel ultrasophistiqué, pour Yossi Melman, il est désormais temps pour le gouvernement israélien de revoir ses priorités éthiques et morales.

Tamara KHARROUB, « [The Full Story behind the NSO Hack: the Israeli-Military-Allied Surveillance Industry and Transnational Repression](#) », *Arab Center Washington DC*, 28 juillet 2021.

Comme le mentionne Tamara Kharroub dans son article relayé par le centre de recherche américain Arab Center Washington DC, un large réseau d'une centaine de sociétés de surveillance israéliennes évolue en toute impunité. En effet, des entreprises comme Archimedes, Black Cube, Candiru, Carbyne, Cellebrite, Cyberbit et Elbit Systems, pour n'en nommer que quelques-unes, bénéficient d'un savoir-faire issu du tissu militaire israélien. Selon la chercheuse, le ministère de la Défense israélien tirerait parti des contrats du groupe NSO. En contrepartie de la vente d'un logiciel espion, les clients coopéreraient volontiers avec leur fournisseur en leur procurant des renseignements. L'exportation de logiciels malveillants rend donc ces sociétés complices de la surveillance d'activistes partout dans le monde.

Julian SANCHEZ, Patrick G. EDDINGTON et Caleb O. BROWN, « [NSO Group Software Used to Surveil Journalists, Activists and Governments](#) », *Cato Institute*, 22 juillet 2021.

Pour Patrick G. Eddington, *senior fellow* au Cato Institute, outre une multitude de problèmes, ce logiciel expose les vulnérabilités d'entreprises américaines de la Silicon Valley, comme Apple ou Google, sans pour autant qu'il y ait de solution pour instaurer plus de transparence et de contrôle dans le milieu.

Annelise BUTLER et Carolyn MOORMAN, « [Pegasus Spyware Revelations are a Cautionary tale of Digital Authoritarianism](#) », *The Heritage Foundation*, 5 août 2021.

Pour Annelise Butler, chercheuse associée à la Heritage Foundation, Israël s'est emparé du dossier Pegasus en établissant une commission d'enquête censée gérer et évaluer les utilisations du logiciel. Toutefois, ces outils de surveillance étant de plus en plus sophistiqués, ils ne devraient en aucun cas aboutir dans les mains de gouvernants autoritaires. Ils représentent un risque majeur pour la démocratie et pourraient créer un précédent quant à de futurs incidents dans des pays démocratiques. Les révélations faisant suite à l'affaire Pegasus auront considérablement marqué la communauté internationale : celles-ci posent des interrogations d'ordre éthique et moral et mettent à mal de nombreuses personnalités impliquées de près ou de loin dans la vente de logiciels de surveillance. Ce scandale expose également les vulnérabilités d'entreprises numériques de haute technologie (Apple, Google, Facebook) qui peinent à venir à bout de ces nouvelles menaces cybernétiques.

Philippine RAPHANAUD
Assistante de recherche

AFGHANISTAN

Arthur HERMAN, « [The Afghan Tragedy is China's Opportunity](#) », *Hudson Institute*, 20 août 2021.

À l'image de chaque retrait précipité, la défaite américaine en Afghanistan fait flotter sur la communauté internationale comme un léger parfum d'amertume. Arthur Herman, *senior fellow* auprès du Hudson Institute, nous rappelle toutefois que d'autres similitudes inquiétantes unissent ces deux conflits. En 1975, ce premier départ américain laisse le champ libre à la seule puissance capable de rivaliser avec Washington, c'est-à-dire l'Union soviétique. Qu'en est-il aujourd'hui ? Aux yeux de M. Herman, un nouveau candidat semble tout trouvé : la Chine. Le gouvernement chinois entretiendrait d'ailleurs des relations diplomatiques avec les talibans. Déjà le 28 juillet, une rencontre du ministre chinois des Affaires étrangères, Yang Yi, avec 9 représentants talibans, dont Mullah Abdul Ghani Baradar, est une preuve incontournable des velléités chinoises en Afghanistan. Qui plus est, M. Wang s'empresse de reconnaître les talibans comme une force politique légitime dès lors qu'il déclare la Chine « pays amical ».

Pour les talibans comme pour la Chine, l'enjeu est de taille. Première économie mondiale, la Chine dispose

d'investissements capables de sécuriser le pouvoir taliban en Afghanistan. Pour Pékin, l'Afghanistan représente une perle de plus dans son collier des routes de la soie. Le gouvernement chinois s'est déjà proposé d'apporter son aide à la construction de l'autoroute Peshawar-Kaboul, reliant le Pakistan à l'Afghanistan. Il en va également de la construction d'une route cruciale dans le corridor de Wakhan qui relierait directement la province du Xinjiang à l'Afghanistan. Outre l'accroissement du commerce poursuivi par Pékin, il s'agit aussi de se rapprocher davantage de ressources naturelles stratégiques présentes en Afghanistan telles que les terres rares. Toutefois, ce départ représente également une occasion inespérée de mettre la main sur la base aérienne de Bagram. Véritable forteresse, elle est dotée d'une superficie et d'une géolocalisation épousant les rivalités de puissance contemporaines. À près de 400 kilomètres d'Islamabad et 700 kilomètres du Cachemire, elle offre une plateforme unique de projection de puissance tout droit tournée vers l'Inde.

À bien des égards, cet article nous démontre quelles pourraient être les conséquences géopolitiques à long terme du retrait américain. Si l'Occident ne souhaite pas y voir le début d'un monopole chinois en Asie centrale et du Sud, il incombe aux États-Unis de redorer leur blason auprès de l'Afghanistan sans manquer de rassurer les alliés présents dans la région. Cette équation périlleuse requiert néanmoins des États-Unis un degré élevé de pragmatisme dans leurs relations avec les talibans : Washington devra conjuguer les préoccupations de ses alliés avec ses inquiétudes face à une Chine ascendante.

Daniel F. RUNDE, « [Immediate Steps to Respond to the Emergency in Afghanistan](#) », *Center for Strategic & International Studies*, 20 août 2021.

Au lendemain de la crise humanitaire amorcée par le départ américain en Afghanistan, les États-Unis ont une obligation morale de prêter main-forte aux alliés afghans en proie aux talibans. C'est du moins le constat que tire Daniel F. Runde, vice-président sénior et directeur du *Project on Prosperity and Development* au sein du CSIS. À la suite de vingt longues années de service, ces agents se compteraient par centaines de milliers, soit bien plus que les 20 000 personnes bénéficiant du *Special Immigrant Visa* (SIV). Conscient des enjeux moraux qui pèsent aujourd'hui sur Washington, M. Runde formule plusieurs solutions à court terme capables de réunir le Congrès et l'administration Biden derrière une même bannière.

D'abord, l'exécutif américain devrait mettre fin à toute forme de triage aux portes des avions présents à Kaboul.

Comme au Vietnam, toute personne en danger se doit de quitter le pays pour, une fois arrivée, examiner les voies légales d'entrée aux États-Unis. En outre, M. Runde préconise la création de nouveaux processus d'accueil. Face à l'arrivée future massive d'Afghans déplacés, les autorités américaines ont le devoir de trouver des conditions légales adaptées à la détresse des réfugiés du pays. D'autant plus que le SIV est un processus chronophage conçu pour fonctionner dans un environnement international stable. L'une de ces conditions pourrait être la création d'un nouveau programme d'immigration calqué sur une « liberté conditionnelle humanitaire » et bénéficiaire des fonds issus du programme américain d'aide aux réfugiés (USRAP). De nombreux sénateurs démocrates comme républicains vantent déjà les mérites d'une telle initiative. Troisièmement, il convient pour les États-Unis de relever leur plafond de réfugiés. Bien que Joe Biden n'ait toujours pas tenu sa promesse de le rehausser à 125 000 réfugiés, la gravité de la situation en Afghanistan doit être le catalyseur nécessaire à cette hausse. Quatrièmement, les autorités américaines doivent impérativement revoir les modalités du processus apposé au SIV. Actuellement, l'interprétation légale émanant du département d'État n'inclut que les agents afghans détenteurs d'un contrat. Or, bon nombre d'entre eux se trouvent également menacés à la suite de subventions ou d'accords de coopération octroyés par des organisations gouvernementales comme non gouvernementales.

Dans un contexte de concurrence entre grandes puissances, la communauté internationale ne manquera pas de juger les États-Unis en cas de manquement à leurs valeurs morales. De fait, il est dans l'intérêt du pays de trouver de nouveaux moyens adaptés à l'arrivée d'agents afghans sur son territoire. Pour les États-Unis, il en va de la crédibilité des États-Unis non seulement auprès des agents locaux présents sur le théâtre opérationnel, mais aussi auprès des agents à venir lors de conflits futurs. Pour Joe Biden, il s'agit d'une chance de s'attirer les faveurs du Congrès américain dans son ensemble à mesure que la crise humanitaire en Afghanistan suscite de vives critiques bipartisans. Bien que cette manœuvre politique risque de lui coûter des voix dans les États conservateurs, le mandat de Joe Biden reste à ses débuts et peut tâcher de les reconquérir progressivement.

Leslie VINJAMURI, « [Afghanistan: the Fate of Biden's Doctrine is Uncertain](#) », Chatham House, 20 août 2021.

Face à l'échec des États-Unis en Afghanistan, une nouvelle chasse aux sorcières risque de saper davantage la crédibilité de l'engagement des États-Unis et de l'Europe à

protéger la démocratie. Les troupes américaines auraient-elles dû rester ? Pour Leslie Vinjamuri, directrice du programme États-Unis et Amériques de Chatham House, la question est ailleurs. Désormais, il s'agit de comprendre pourquoi et comment les prédictions des acteurs américains quant à l'avancée rapide des talibans sont restées infructueuses. Loin des débats de politique intérieure, Mme Vinjamuri enjoint à ses lecteurs de comprendre le contexte global du retrait américain à l'aune d'une interrogation. Ce manque de clairvoyance est-il le fruit d'un échec de la politique américaine, du renseignement américain ou d'une combinaison de ces deux facteurs ? Bien que les services de renseignement soient rarement clairs, force est de constater que la politique américaine souffre d'un biais cognitif néfaste. Ce dernier pousse notamment les décideurs politiques de Washington à sous-estimer la force de ses adversaires, *a fortiori* lorsqu'ils sont non traditionnels. Toutefois, Mme Vinjamuri ne sous-estime pas la capacité d'influence des renseignements américains sur la décision du retrait des troupes. Il est au contraire crucial qu'une enquête complète soit menée afin d'éviter toute tendance à la « partialité », d'autant plus que les élites américaines font depuis longtemps preuve d'un penchant pour le recours à la force militaire. À ce titre, Mme Vinjamuri soutient la préparation d'une évaluation publique et minutieuse du retrait américain permettant de donner un alibi peu ou prou convaincant aux élites et alliés américains.

Aujourd'hui, la confiance dans le leadership américain est érodée. De même, les voix des élites de la politique étrangère américaine s'élèvent de plus en plus pour dénoncer la précocité du retrait américain. De fait, la décision de Joe Biden met à mal sa doctrine encore en gestation. Perçue comme la farouche volonté de ne pas combattre indéfiniment en l'absence d'intérêts majeurs, de ne pas participer à une guerre civile étrangère, ni de s'engager dans la contre-insurrection, celle-ci fait l'objet de nombreuses dissensions tant sur le plan national qu'international. L'appel de Mme Vinjamuri est intéressant : Joe Biden va-t-il courir le risque d'un potentiel second tollé en commandant un tel document ? Outre sa réputation, cette querelle révèle également la compétition entretenue entre les agences de la défense américaine. Dans cette architecture complexe, l'enfer, c'est les autres.

Frederick KEMPE, « [Afghanistan threatens Biden's shot at being a historic foreign-policy leader](#) », Atlantic Council, 22 août 2021.

De toutes les conséquences posées par la décision de retirer les troupes américaines d'Afghanistan, quelle en est la plus néfaste ? C'est précisément la question que pose

Frederick Kempe, président de l'Atlantic Council. À nouveau, son article ne cherche pas à « blâmer Washington » ni à « digérer les leçons apportées par 20 années en Afghanistan », mais entend donner les clés destinées à limiter les dégâts à court terme.

À ses yeux, ces derniers se présentent de diverses natures sur la scène internationale. En effet, à l'échelle nationale comme internationale, l'échec de ce retrait met tangiblement en danger la crédibilité du *America is Back* promu par Joe Biden. Il en va de même pour la fiabilité et la qualité de l'engagement des États-Unis. À terme, ce danger apporterait son lot de défis tels qu'un accroissement de la méfiance ressentie par les alliés, le choix de soutenir ou de s'opposer à une théocratie inamicale, et un regain de défiance de la part des ennemis de Washington dans le reste du monde. De fait, l'échec de l'Afghanistan galvanise déjà les velléités des puissances révisionnistes, dont la Chine et la Russie. À titre d'exemple, M. Kempe reprend l'existence de plusieurs articles américanophones liés à la crédibilité d'une aide apportée par les États-Unis en Ukraine ou à Taiwan. Certes, la rhétorique de l'administration Trump a suscité longtemps des inquiétudes chez les alliés. Toutefois, ses actions seraient quant à elles « rassurantes », soit l'inverse de celles de l'administration Biden. Cette inadéquation engendre à son tour une fragilisation de l'entente transatlantique. Déçu, M. Kempe avance que l'actualité internationale aurait pu faire de Joe Biden un « président transformateur en matière de politique étrangère ». La pandémie, la Chine ou encore l'accent mis sur la démocratie au lendemain de son élection laissent d'abord percevoir un changement tangible. Cela est sans compter sur l'Afghanistan : « le plus grand obstacle » de l'administration Biden. Désormais, il incombe à Joe Biden de soutenir les Afghans, gérer les conséquences de la prise de pouvoir des talibans, tout en faisant face à l'ombre chinoise dans la zone.

Dans un contexte international aussi instable qu'aujourd'hui, il sera intéressant de voir si l'administration Trump finira dans les livres d'histoire comme une administration assez banale malgré des propos incendiaires. Le style et la rhétorique de M. Kempe peuvent surprendre, faisant de cet article une lecture incontournable de l'été.

Stephen M. WALT, « [Afghanistan Hasn't Damaged U.S. Credibility](#) », *Foreign Policy*, 21 août 2021.

Comme à l'accoutumée, le célèbre politologue américain Stephen Walt fait entendre un son de cloche plutôt mitigé du retrait des troupes américaines d'Afghanistan. Véritable pied de nez à une grande partie de la communauté académique, cet article issu de *Foreign Policy* les invite, dans

un style propre à M. Walt, à « respirer profondément et se détendre ».

Bien que les événements soient tragiques, de multiples raisons lui font dire que la crédibilité américaine ne sera pas endommagée pour autant. Rien ne laisse d'abord présager que les capacités militaires américaines se soient amenuisées. Au contraire, il y a fort à parier que les États-Unis combattraient avec vigueur et force dans l'éventualité d'une menace à leurs intérêts stratégiques proches. De même, il est infondé de croire que l'armée américaine ne lutterait pas contre l'hégémonie chinoise lors d'un conflit ou l'armée russe lors de toute menace à l'OTAN. En outre, le départ d'Afghanistan enlèvera aux États-Unis un poids financier et permettra au Pentagone de se concentrer sur d'autres menaces, favorisant un engagement accru des États-Unis dans le reste du monde. À la suite de la défaite américaine au Vietnam, l'OTAN ne s'est d'ailleurs pas arrêtée de « vivre » et les alliés asiatiques ne se sont pas rangés du côté de la Chine. À l'inverse, les États-Unis se sont recentrés sur l'Europe pour mieux préparer la chute de l'Union soviétique. Enfin, il convient de prendre toute critique contre la crédibilité américaine avec beaucoup de précautions. Selon M. Walt, les élites des États dépendants de l'aide américaine ont la fâcheuse habitude de couvrir d'opprobre chaque échec de politique étrangère américaine sans avoir investi quoi que ce soit.

Outre les enjeux de réputation, force est de constater que la fiabilité de l'engagement américain reste intacte. Les doutes se tournent davantage vers la capacité des architectes de la politique étrangère des États-Unis à prendre des décisions difficiles et objectives. Au lieu de maintenir la crédibilité des États-Unis par la conduite de guerres dites « stupides », il convient désormais de punir les personnes responsables d'avoir commis les mêmes erreurs depuis vingt ans. Faisant fi des considérations humanitaires et par le biais de raccourcis historiques discutables, M. Walt ambitionne de dédramatiser le débat houleux sur les conséquences géopolitiques de l'Afghanistan. Il semble toutefois oublier que l'hégémonie américaine n'est plus. Si la Chine peinait à trouver des alliés autrefois, son poids économique et militaire risque de changer la donne.

Pavel K. BAEV, « [Russia and America's overlapping legacies in Afghanistan](#) », *Brookings*, 18 août 2021 ; **Kirill KRIVOSHEEV**, « [Russia May Live to Regret Betting on the Taliban in Afghanistan](#) », *Carnegie Moscow Center*, 18 août 2021.

Ce groupe d'articles représente une association stimulante mettant en lumière les conséquences de l'inter-

ventionnisme non seulement américain, mais aussi soviétique dans les affaires de l'Afghanistan. Face à cette double ingérence, comment est-il possible de procéder à un *nation-building* sur 20 années seulement ? Alors que Joe Biden s'enferme dans une tour d'ivoire, force est de constater que son discours fait abstraction du passé complexe de l'Afghanistan.

Selon Pavel Baev du Brookings Institute, la société afghane ne s'est jamais complètement remise des séquelles laissées par l'Union soviétique. Au contraire, le départ du contingent soviétique en 1988 plonge le pays dans un état de violence sans précédent. L'Union soviétique, comme la Russie plus tard, privilégie alors un renforcement des liens bilatéraux avec l'Ouzbékistan et le Kirghizstan, marginalisant et fragilisant davantage Kaboul. Au lendemain du départ américain, force est de constater que ce scénario se répète. Pendant que les États-Unis se font discrets quant à une reconnaissance officielle des talibans, la Russie entretient un rapport privilégié avec une organisation terroriste qu'elle préfère à l'ancien président afghan. La création d'un gouvernement mélangeant talibans et élites afghanes lui permettrait même de souligner ses talents de négociateur diplomatique à la suite des bons offices offerts par Moscou lors des négociations passées entre ces deux régimes adverses. Comme l'explique Kirill Krivosheev pour le compte du Carnegie Moscow Center, le soutien tacite de Moscou n'est pas sans risque. Le retour de flamme viendra avec l'immigration de masse, pour l'instant limitée par la présence de talibans aux frontières.

Au-delà des propos tenus par ces auteurs, qu'en est-il de la capacité d'un pays en proie aux ingérences de contribuer à son propre *nation-building* ? Lorsque Joe Biden le présente comme une mission impossible, il se garde de mentionner le traumatisme afghan déjà enclenché par l'Union soviétique. Vingt années suffisent-elles à combler *a minima* un demi-siècle de tourments sociétaux, politiques et internationaux, *a fortiori* lorsque le pays est marginalisé par ses voisins proches qui préfèrent un rapport bilatéral avec Moscou à une intégration multilatérale progressive ?

Dusan BOZALKA
Assistant de recherche

Anatol LIEVEN, « [The Taliban Can – and Can't – Be Trusted](#) », Foreign Policy, 19 août 2021.

Vingt ans après la première opération américaine visant à détrôner les talibans, ceux-ci ont de nouveau pris le pouvoir en Afghanistan. Face à un contexte tendu, Anatol Lieven, expert de l'Afghanistan depuis plusieurs décennies

et chercheur associé au Quincy Institute for Responsible Statecraft, think tank américain, s'interroge sur le devenir de la situation politique et sociale afghane. L'analyste met en doute le succès des pourparlers de juillet dernier, à Doha, entre représentants du gouvernement afghan et talibans. L'expert britannique se demande si les insurgés talibans vont entièrement respecter les promesses faites par leur délégation : celles-ci impliquent le soutien financier au terrorisme islamique, l'interdiction de produire de l'héroïne ainsi que le respect des droits de l'homme.

À l'égard du soutien au terrorisme islamique international, les déclarations des talibans sont sans appel. Par peur de représailles américaines, ils ne soutiendront aucun mouvement terroriste. Les représentants talibans ont par ailleurs indiqué aux gouvernements russe, chinois, iranien et pakistanais que leur territoire ne servirait pas de base arrière aux militants respectivement tchéchènes, ouzbeks et ouïgours. Les talibans ont également promis à Téhéran qu'ils ne laisseraient pas l'Afghanistan être utilisé par des militants sunnites, sponsorisés par l'Arabie saoudite pour déstabiliser l'Iran. Enfin, ils se sont engagés auprès du Pakistan à ne pas soutenir de révolte islamique dans leur pays. Cependant, la présence toujours active de l'État islamique en Afghanistan ainsi que celle du groupe Daech-K ont engendré une nouvelle dynamique régionale. La rivalité existante entre les talibans et Daech-K facilite les opérations anti-État islamique ; tous les États environnants semblent prêts à combattre cet ennemi commun en prêtant main forte aux talibans à la condition *sine qua non* que les talibans ne parrainent pas le djihad international. Toutefois, Anatol Lieven affirme qu'un nombre considérable de membres d'al-Qaeda seraient toujours en Afghanistan et conserveraient des liens avec les talibans. Pour Anatol Lieven, il est dans l'intérêt de Kaboul d'obtempérer sinon Téhéran et Islamabad pourraient détruire l'économie afghane en guise de représailles. De plus, encouragés par le Pakistan, les talibans espèrent profiter des gains financiers que leur rapportera le contrat de trois milliards de dollars signé avec Pékin (lié à l'exploitation d'une mine de cuivre afghane, ainsi qu'à la mise à profit de réserves pétrolières et gazières dans le nord du pays). Pactiser avec des djihadistes internationaux pourrait ainsi sérieusement déstabiliser le pays et faire perdre aux talibans des revenus conséquents.

Par ailleurs, en ce qui concerne la production d'héroïne, les talibans se sont engagés à revoir cette activité à la baisse, à condition que des aides financières internationales permettent un dédommagement des agriculteurs concernés. Enfin, au sujet des droits de l'homme (plus particulièrement des minorités ethno-religieuses, des femmes et de la classe

moyenne éduquée) les promesses faites semblent, selon l'auteur, ambiguës, fluctuantes et contradictoires. Certains ultraconservateurs talibans ne sont pas prêts à faire de concessions sur ces problématiques, et il est à craindre que la Chine, la Russie ou le Pakistan n'aient aucun intérêt à faire respecter ces sujets. De plus, les talibans craignent qu'en acceptant trop de compromis, leurs partisans les plus conservateurs rejoignent par dépit les rangs de l'État islamique : il reste encore des talibans fondamentalement opposés à toute concession sur ces questions. Par ailleurs, Daech-K reste fermement engagé à soutenir un djihadisme mondial, ce qui peut attirer certains dissidents du groupe taliban. En revanche, au vu de la proximité culturelle avec l'Iran, si les relations venaient à s'améliorer entre les deux États, les talibans pourraient prendre exemple sur ce pays pour avoir une position plus ouverte sur la place de la femme dans la société (en termes d'accès à l'éducation et à l'emploi).

Par conséquent, il reste encore beaucoup de questionnements quant à la prise de pouvoir des talibans, mais pour le chercheur Anatol Lieven, on peut tout de même leur faire confiance pour mettre en place un régime qui ne parraine pas l'État islamique. Sous la pression des États voisins, on peut penser qu'ils tiendront un certain nombre d'engagements pris au cours des pourparlers de Doha même si la situation des droits de l'homme reste à ce jour préoccupante.

Borzou DARAGAH, « [Iran Spent Years Preparing for a Taliban Victory. It May Still Get Stung](#) », Atlantic Council, 20 août 2021.

Les talibans et l'Iran n'ont pas toujours eu des relations de bon voisinage. Questionnement éclairant, le point de vue de Borzou Daragahi nous invite à comprendre pourquoi la reprise du pouvoir par les talibans pourrait aussi bien apaiser les tensions que les attiser. En effet, fort de ses nombreuses années d'expérience dans la zone, ce correspondant américano-iranien explique dans un article du think tank américain Atlantic Council que les talibans ont mauvaise réputation au sein de la société civile iranienne. Il y a vingt-trois ans, ils auraient tenté de procéder à un génocide ethnique contre les chiites Hazaras afghans, ethnies proches des Perses, créant ainsi un climat hostile dans la région.

Malgré la méfiance de la société civile iranienne envers les talibans, à la suite des victoires récentes du groupe, le gouvernement iranien aurait demandé de faire taire toute critique interne animée par la société civile et jugée trop hostile au groupe, afin de pouvoir entamer un nouveau dialogue avec les chefs politiques afghans. De même, certains anciens dirigeants politiques se sont invités dans le débat, comme l'ex-président Mahmoud Ahmadinejad qui

fait partie de ces voix qui s'élèvent contre un rapprochement entre Téhéran et Kaboul. Il est en effet possible de supposer qu'en vingt ans, les talibans n'ont pas changé et que, une fois l'évacuation du personnel occidental officiellement terminée, la véritable nature des combattants se révélera être sans pitié. Toutefois, en faisant le choix d'entretenir des relations correctes avec ses voisins, et avec Téhéran proche culturellement, les talibans ont tout à gagner. Selon le journaliste américano-iranien, les deux partis ont tout intérêt à s'entendre et restent lucides sur ce point. La frontière irano-afghane, longue de 917 kilomètres, comporte de nombreux passages favorables aux échanges commerciaux. Les tensions n'étant pas propices à la régulation du commerce, il est important que l'Iran manifeste sa volonté de se rapprocher des talibans. Cela lui permettrait par ailleurs d'obtenir un statut privilégié d'interlocuteur auprès des autres grandes puissances régionales, comme l'Inde.

Cependant, en plus des réfugiés afghans déjà installés en Iran, l'actuel afflux de réfugiés en provenance d'Afghanistan crée une pression migratoire supplémentaire, ce qui est difficile à gérer pour le régime qui pâtit déjà des lourdes sanctions américaines. Cette situation pourrait devenir un autre frein au rapprochement Téhéran-Kaboul. Pour Borzou Daragahi, bien que les Iraniens continuent de mal percevoir les talibans, si les liens diplomatiques venaient à se rompre entre les deux gouvernements, les talibans pourraient représenter un risque considérable pour le voisin chiite. Le régime iranien reste donc prudent : il ne veut en aucun cas se mettre à dos le nouveau gouvernement afghan.

Ryan HASS, « [How will China Seek to Profit from the Taliban's Takeover in Afghanistan](#) », Brookings Institution, 18 août 2021.

À la suite du retrait américain, Ryan Hass, ex-conseiller de la politique étrangère américaine en Chine et *senior fellow* au Centre d'études politiques pour l'Asie de l'Est, s'interroge sur les gains que Pékin pourrait tirer de la prise de pouvoir des talibans. Bien qu'il ne s'agisse que de prédictions, Ryan Hass propose un décryptage de la présence chinoise en Afghanistan, éclairé par divers entretiens avec des experts et officiels chinois. Si ce départ peut paraître source d'opportunités pour la diplomatie de Pékin, faibles sont les chances que la Chine cherche à imposer ses ambitions. Toutefois, elle aspire d'abord à conserver ses intérêts stratégiques. Pékin semble en effet principalement préoccupé par les risques sécuritaires que pourrait provoquer l'accroissement de l'instabilité, dans la région du Xinjiang notamment. S'il est difficile d'analyser la percep-

tion chinoise de la prise du pouvoir par les talibans, le chercheur parie sur une primauté du pragmatisme de la part des dirigeants chinois. L'expérience américaine a permis d'envoyer un signal d'alarme aux Chinois quant à un positionnement trop rapide ; avant de promouvoir ses intérêts, Pékin doit s'assurer que ses besoins en matière de sécurité sont satisfaits. Ayant officiellement reconnu le gouvernement afghan, pour le régime chinois il s'agit désormais de répondre au retrait des troupes américaines.

Pour Ryan Hass, le régime chinois pourrait profiter de la prise de contrôle des talibans pour relancer le narratif sur le déclin américain, en interne comme en externe. Les leaders communistes tentent de décrédibiliser les militaires américains en montrant de manière évidente la fin chaotique du règne de Washington dans la région. Face à ces événements, ils remettent en cause l'hégémonie américaine sur la scène internationale.

À la fin de son article, Ryan Hass questionne l'étendue des répercussions du retrait américain sur la sécurité de Taïwan. Si les troupes américaines venaient à se retirer de l'île, Taipei pourrait se retrouver dans une position de grande vulnérabilité. Cependant, Ryan Hass affirme que Taipei n'est pas Kaboul, bien au contraire, c'est une plaque tournante du commerce mondial et une démocratie florissante. Il est donc peu probable que ces événements mettent le gouvernement taïwanais sous pression, en les faisant douter de la fiabilité de la puissance états-unienne. Malgré le retrait américain de Kaboul, la détermination américaine à maintenir un dispositif militaire stable en Indopacifique n'est pas remise en cause. Toutefois, Ryan Hass conclut par le fait que les dirigeants américains devraient continuer de transmettre des messages clairs quant à leurs ambitions de faire respecter la souveraineté taïwanaise, en permettant que les différends concernant le détroit de Taïwan soient résolus de manière pacifique.

Philippine RAPHANAUD
Assistante de recherche

TRANSATLANTIQUE

Cosmina MOGHIOR, « [Protectionism Threatens to Torpedo the Transatlantic Technology Alliance](#) », Center for European Policy Analysis, 11 août 2021.

Qu'il s'agisse de l'Afghanistan ou des relations transatlantiques, le slogan *America is back* peine à convaincre sur le long terme. Certes, les négociations diplomatiques et les sourires sur les photos rompent avec la rhétorique de l'administration Trump. Les vieilles habitudes auraient toute-

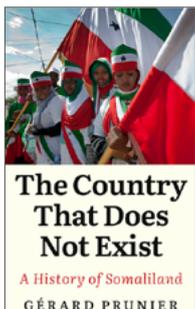
fois la peau dure : le *America First* continue de trouver un écho favorable dans la politique de Joe Biden. Détaillé dans l'article de Cosmina Moghior pour le Center for European Policy Analysis, le protectionnisme de part et d'autre de l'Atlantique menace la tant attendue Alliance commerciale et technologique (*Trade and Technology Alliance*).

Bien qu'Anthony Blinken et Margrethe Vestager s'entendent face au besoin de contrer une Chine toujours plus puissante économiquement, nombreux sont les projets de loi qui risquent de creuser le front technologique entre alliés. Comme le montrent la *Supply Chain Disruptions Task Force* et le récent décret *Buy American* ou encore les bénéfices fiscaux attribués aux GAFAM, le doux rêve d'une alliance technologique se morcelle progressivement. De même, la création du cloud européen GAIA-X ainsi que le *Digital Markets Act* cherchent à bâtir une Union européenne numériquement souveraine. Qu'en est-il du retour de l'Amérique en Europe ? Celui-ci ne resterait pour Mme Moghior que de belles paroles lancées à des Européens marqués par les jérémiades de Donald Trump. Bruxelles n'est pourtant pas en reste. Si l'on peut comprendre la Commission européenne lorsqu'elle souhaite contrôler son propre flux de données, la lutte acharnée contre les GAFAM n'a pas que du bon. Au contraire, elle rend difficile la collaboration avec les réseaux sociaux dans la lutte contre la manipulation informationnelle et diminue tout espoir de partenariat renforcé. De même, cette rivalité permettrait à la Chine de poursuivre avec quiétude ses investissements massifs dans le développement de nouvelles technologies de ses infrastructures critiques. Pendant qu'Américains et Européens joutent à coups de lois protectionnistes, Pékin exporte son savoir-faire et concurrence davantage les acteurs numériques occidentaux.

À l'heure où les relations transatlantiques pensaient connaître un nouvel eldorado, cet article nous démontre qu'elles s'inscrivent dans une continuité de plus en plus précaire. Si certains sont tentés de dire que les Américains viennent de Mars et les Européens de Vénus, Mme Moghior invite ces derniers à agir concrètement afin d'éviter que la Chine ne devienne Jupiter.

Dusan BOZALKA
Assistante de recherche

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Gérard PRUNIER, *The Country That Does Not Exist: A History of Somaliland*, Londres, Hurst, 2021, 320 p.

Dans son ouvrage *The Country That Does Not Exist: A History of Somaliland*, Gérard Prunier interroge le paradoxe somalilandais. Indépendant *de facto* de la Somalie depuis 1991, le Somaliland a réussi là où cette dernière a échoué :

le territoire somalilandais est largement pacifié, des institutions démocratiques permettent des alternances politiques sans heurts. Pourtant, malgré ces avancées, le Somaliland n'est toujours pas reconnu par la communauté internationale.

L'ouvrage cherche principalement à expliquer la plus grande facilité des Somalilandais à « faire État », soulignant par là même la spécificité du pays par rapport à la Somalie. On retrouvera ici le principal apport du livre : bien que l'histoire du Somaliland croise largement celle de la Somalie, G. Prunier ne traite pas ce territoire comme une excroissance de cette dernière mais comme une des 5 entités à majorité somalie (Somalie, Somaliland, Djibouti, région Somali d'Éthiopie, Nord-Est kényan). Cette approche rappelle que l'union de la Somalie et du Somaliland en 1960 est un projet politique et non un fait naturel.

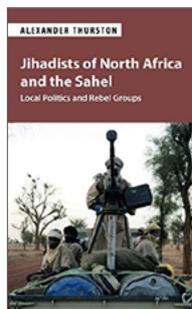
Pour cela, l'auteur fait un retour utile, dans son premier chapitre, sur l'histoire précoloniale et coloniale du peuple somali. Il perçoit ici une différence fondamentale entre Somalie et Somaliland : là où la colonisation italienne largement militarisée a détruit les mécanismes de règlement de conflits interclaniques sur le territoire de l'actuelle Somalie, la négligence de la Couronne britannique sur sa possession, le British Somaliland, a permis à ces derniers de s'y maintenir.

Une fois cette différence posée, G. Prunier déroule le fil de l'histoire somalilandaise. D'abord (chapitres II à V), il dresse le tableau d'un Somaliland marginalisé par Mogadiscio dans son union avec la Somalie, et des premiers temps de la guérilla somalilandaise contre le régime de Siad Barré. Celle-ci rencontre un tournant en 1988 (chapitre VI) : cette année-là, les exactions commises par le régime contre les Somalilandais poussent la guérilla vers la lutte indépendantiste. Dans les derniers chapitres (VII à XI), G. Prunier décrit le chemin vers l'indépendance puis

l'histoire du Somaliland indépendant. On revient ici aux racines de la crise somalienne, et par contraste aux réussites du Somaliland, qui parvient à pacifier les violences de l'après-Barré alors que la Somalie souffre encore des conséquences de l'effondrement du régime.

Bien qu'au cœur du propos du dernier chapitre, l'autre dimension du paradoxe somalilandais – la réticence de la communauté internationale à reconnaître le Somaliland – est traitée de façon plus succincte. Le sujet retrouve pourtant un intérêt accru depuis novembre 2019 : le conflit en Éthiopie ouvre la voie à de possibles revendications autonomistes qui interrogent sur l'avenir du fédéralisme éthiopien. Le cas du Somaliland et de ses relations avec la communauté internationale peut servir de référence, ou du moins d'avertissement, aux autorités tigréennes. La lecture de cet ouvrage pourra donc également intéresser les spécialistes des questions éthiopiennes et, plus largement, celles et ceux travaillant sur la construction de l'État en Afrique.

Hugo CHOUARBI
Assistant de recherche



Alexander THURSTON, *Jihadists of North Africa and the Sahel: Local Politics and Rebel Groups*, Cambridge, Cambridge University Press, 2020, 324 p.

La croissance et la résilience des groupes djihadistes ces vingt dernières années en Afrique de l'Ouest sont indéniables. Face à ce constat,

Alexander Thurston met en cause l'approche conceptuelle de la *War on Terror*, de par son incapacité à penser ces acteurs djihadistes comme des acteurs politiques. L'auteur propose dans son ouvrage de se défaire de cette lecture par une analyse des pratiques politiques des groupes djihadistes. Dans six pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest, de 1990 à 2019, il examine des formes variées de pratiques politiques djihadistes : les relations de pouvoir au sein des organisations djihadistes, la participation des djihadistes aux dynamiques politiques locales qui les entourent, et l'interaction entre ces sphères politiques internes et externes (p. 3). S'en dégage l'image d'acteurs djihadistes qui manœuvrent à l'intersection de leur doctrine religieuse et des exigences du terrain, proposant une contre-offre politique qui s'adapte aux contextes (p. 10). A. Thurston met en avant le rôle du « commandant de terrain » comme entrepreneur politique, à la fois « idéologue convaincu et politique avisé » (p. 8) à qui revient

cette charge d'adapter la doctrine de l'organisation au terrain qu'il souhaite mobiliser.

Pour souligner ce caractère politique des groupes djihadistes, A. Thurston utilise un cadre théorique singulier qu'il détaille dans la première partie de l'ouvrage. Ceci se caractérise d'abord par un niveau d'analyse méso, au niveau des commandants. Cette échelle évite les écueils des approches micro et macro (qui visent respectivement le combattant individuel, et l'organisation mère/les dirigeants centraux) : l'étude micro empêche de saisir le contexte dans lequel évolue le combattant, là où l'étude macro ne permet pas de distinguer les dynamiques politiques locales de différentes branches d'un mouvement djihadiste global type al-Qaïda, les faisant apparaître comme interchangeable (p. 5). La seconde caractéristique majeure de son cadre théorique est l'aspect localiste : malgré la dominance chez les groupes djihadistes d'une posture discursive globale, il constate que ce sont les espaces locaux et régionaux qui dominent le champ d'action d'un groupe djihadiste. Son choix de mener une étude comparative de groupes djihadistes dans des régions relativement circonscrites doit permettre de mieux rendre compte des dynamiques politiques à l'œuvre entre le groupe et son environnement (p. 21).

La diversité des stratégies adoptées par les groupes djihadistes pour mobiliser souligne à la fois l'importance du contexte local et le travail politique du commandant dans l'adaptation de la doctrine de l'organisation mère. Cette diversité est illustrée par les sept études de cas : chaque chapitre est consacré à l'étude d'une organisation djihadiste dans un cadre local particulier. Il passe en revue les stratégies politiques de ces organisations selon trois axes : le degré de discipline liant le commandant à sa hiérarchie (axe interne vertical), le niveau de coopération avec les autres commandants (axe interne horizontal), et les rapports du groupe aux autres acteurs politiques alentour (axe externe). Il distingue à travers ces 3 grands axes seize stratégies différentes employées par les groupes djihadistes (p. 16-17).

L'apport théorique de chaque cas est systématiquement et clairement souligné par l'auteur. On retrouve par exemple au chapitre III (Ansar al-Din au Mali) un exemple d'interaction mutuellement favorable entre hommes politiques locaux et djihadistes.

Il décrypte ensuite, au chapitre IV (Katiba Macina au Mali), la construction distincte des coalitions djihadistes au Centre Mali par rapport au Nord et ses conséquences en matière d'ethnicisation des violences.

L'étude de cas du chapitre V (EIGS aux frontières du Niger, du Mali et du Burkina Faso) expose les facteurs ayant un temps permis l'exception sahélienne à l'affrontement entre État islamique et al-Qaïda. Ce phénomène rappelle la pertinence de son échelle, puisque temporairement « la compétition globale entre État islamique et al-Qaïda s'est tue au niveau hyper-local » (p. 211). Ce cas d'arrangement entre groupes djihadistes rivaux s'explique par une « saturation djihadiste » (p. 211). À ses débuts, l'EIGS dut composer avec des concurrents djihadistes bien établis, AQMI et ses affiliés, le poussant à trouver une niche à l'extrême Est malien et à coopérer avec ces acteurs préétablis.

Enfin, le septième et dernier chapitre (GSPC/AQMI en Mauritanie) offre l'illustration d'un phénomène de relocalisation d'éléments djihadistes vers un terrain plus favorable. Grâce à une politique d'arrangement, la Mauritanie a réussi à faire échouer la mobilisation djihadiste, faisant quasiment disparaître les violences depuis 2011. Face à l'amenuisement des opportunités et à l'ouverture du conflit au Mali, les djihadistes mauritaniens ont fait le choix de se déplacer vers l'Est. Ce cas illustre le processus de décision mené par les groupes djihadistes dans la relocalisation, loin des images de « diffusion épidémique » du phénomène (p. 268).

A. Thurston, qui a rédigé cet ouvrage entre 2016 et 2019, ne souhaite pas proposer une analyse d'un « présent en constante évolution » (p. 23) mais plutôt un ouvrage d'histoire. Ce travail historique, couplé à un effort d'examen théorique des sept études de cas, assure une pertinence durable à cette lecture. Au-delà des apports théoriques, l'exhaustivité des données historiques dans chacune des parties offre un second intérêt à cette lecture. Celle-ci permet de clarifier les trajectoires de certaines figures djihadistes sahéliennes majeures ainsi que les ramifications et relations complexes entre les nombreux groupes djihadistes qui opèrent en Afrique du Nord et de l'Ouest.

Hugo CHOUARBI
Assistant de recherche